

# **Discours du budget**

## **2015 - 2016**

***TERRITOIRES DU NORD-OUEST***

**M. J. Michael Miltenberger**

Ministre des Finances

**Cinquième session de la  
dix-septième Assemblée législative**

**Le 5 février 2015**



## Introduction

Monsieur le président, alors que je m'apprête à présenter le dernier budget de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, j'aimerais tout d'abord en remercier les députés qui, en siégeant à divers comités permanents, ont travaillé avec le Conseil exécutif pour réaliser les priorités de la présente Assemblée législative dans les limites de notre cadre financier. Cela est tout à l'honneur de notre système de gouvernement par consensus, car les nombreuses réussites et réalisations de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, ainsi que les nombreux défis qu'elle a relevés et les choix souvent difficiles qu'elle a faits, reposent sur notre collaboration. Ce budget a pour but de conclure le travail de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative et de préparer la transition fiscale pour l'entrée en fonction de la 18<sup>e</sup> Assemblée législative.

Nos réalisations reposent sur trois principes de base:

- nous protégerons les programmes et services, tout en gérant la croissance des dépenses;
- nous maintiendrons un environnement fiscal stable pour soutenir l'économie;
- nous y parviendrons en continuant de nous conformer à la Politique de gestion responsable des finances pour gérer notre dette.

## L'état de la situation

Guidés par ces principes, nous avons atteint des buts qui ont changé la donne au cours des 1 197 derniers jours. Il y a 310 jours à peine, lorsque nous avons commencé à assumer la responsabilité de la gestion de nos terres, de nos eaux et de nos ressources non renouvelables, le 1<sup>er</sup> avril de l'année dernière, c'est comme si nous avions éliminé 5 000 kilomètres de bureaucratie. La transition harmonieuse témoigne du dévouement de notre fonction publique tout entière, des personnes qui ont travaillé directement à la prise en charge harmonieuse des nouvelles responsabilités aux employés qui ont assumé les activités habituelles du gouvernement, alors que les priorités et les ressources étaient ailleurs. Désormais, les décisions sur la gestion des ressources sont prises plus rapidement, tout en suivant les mêmes exigences et processus rigoureux qu'auparavant. Nous recevons enfin une part des recettes d'exploitation des ressources produites dans notre territoire. À titre d'Assemblée législative, nous avons choisi, après avoir partagé cette part de recettes avec les gouvernements

autochtones, de verser 25 pour cent de nos recettes nettes au Fonds du patrimoine, pour veiller à ce que les futurs résidents des Territoires du Nord-Ouest puissent bénéficier des avantages des ressources dont nous profitons à l'heure actuelle.

Nous avons protégé les programmes et les services. Au cours du mandat de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, nous aurons augmenté l'enveloppe des dépenses sociales de 112 millions de dollars. À ce jour, la présente Assemblée législative a consacré 69 millions de dollars de plus à de nouvelles initiatives et près de 54 millions de dollars de plus au financement pluriannuel ponctuel pour contrebalancer une partie des augmentations de tarifs d'électricité de la Société d'énergie des TNO, ce qui a contribué à atténuer la transition vers les tarifs plus élevés. En 2015-2016, le gouvernement propose 24,2 millions de plus pour continuer à réaliser les priorités de l'Assemblée législative.

Nous n'avons pas augmenté les taxes et les impôts, exception faite de l'indexation en fonction de l'inflation.

Nous avons pris le risque calculé de faire des dépenses en immobilisations stratégiques, pour faire croître l'économie. Cela comprend le lien par fibre optique dans la vallée du Mackenzie, qui offrira plus de possibilités aux entreprises et une prestation plus efficiente et efficace des programmes du gouvernement. On s'attend à ce que ce projet s'autofinance, en raison de la croissance prévue de la station-relais pour satellite d'Inuvik.

Au cours du mandat de la présente Assemblée législative, ce qui comprend le budget des dépenses en immobilisations de 2015-2016 approuvé en novembre dernier, nous aurons exécuté, débuté ou promis des projets d'immobilisations d'une valeur de 1,5 milliard de dollars. Cela comprend des projets ambitieux comme la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et les rénovations de l'hôpital territorial Stanton. Ces investissements dans l'infrastructure représentent des engagements importants dont nos résidents bénéficieront pendant des générations.

Nous avons réalisé cela tout en continuant de nous conformer à notre Politique de gestion responsable des finances. Conformément aux lignes directrices de la politique, nous aurons dégagé des excédents de fonctionnement pendant chaque année de notre mandat, pour payer au moins la moitié des dépenses en immobilisations prévues et rembourser la dette. Grâce à une gestion prudente des dépenses, nous avons été capables de respecter notre engagement de consacrer 100 millions de dollars de plus à des immobilisations au cours des deux dernières années du mandat de cette Assemblée législative.

Même si nous avons emprunté pour investir dans les immobilisations, nos paiements de service de la dette représentent un pour cent du total de nos recettes annuelles, ce qui est très inférieur à la directive de la Politique de gestion responsable des finances, qui limite ces paiements à cinq pour cent du total de nos recettes. Nos paiements de service de la dette sont au troisième rang des plus faibles au pays.

## Perspective économique

Ces réalisations s'inscrivent dans un contexte où la réalité est bien différente. Nous prévoyons que l'économie a augmenté de 5,2 pour cent en 2014 et qu'elle croîtra de 3,7 pour cette année. La croissance de 2014 reflète une production de diamants plus élevée, les travaux de construction préliminaires de la mine Gahcho Kué et la construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. La croissance économique devrait se poursuivre cette année, en raison de la hausse des investissements entraînée par le début de la construction de la mine de diamants Gahcho Kué.

Ces estimations de croissance économique dissimulent la baisse du niveau d'emploi des résidents, le déclin de la population, le ralentissement extraordinaire des activités d'exploration pétrolière et gazière, la fermeture d'entreprises dans certaines collectivités et le fait que notre économie ne se situe qu'aux quatre cinquièmes du niveau où elle en était en 2007. Notre croissance économique est concentrée dans l'industrie diamantaire, alors que le reste de l'économie ne connaît pas de croissance à proprement parler.

La perspective à moyen terme présente des signes encourageants que nos plus deux plus grandes mines de diamants prolongeront leur durée de vie. Ces prolongations ne représentent pas vraiment une perspective à long terme et nous devons être prudents. Les prévisions demeurent ce qu'elles sont, jusqu'à ce qu'elles deviennent réalité. La portée et le calendrier des nouveaux projets d'exploitation des ressources sont incertains. Les nouvelles mines potentielles déjà déterminées, notamment la mine Gahcho Kué, sont plus petites que les mines actuellement en activité dont l'exploitation, suivant les plans d'exploitation actuels, se terminera bientôt.

Nous avons subi des cycles d'expansion et de ralentissement dans l'exploitation des ressources à de nombreuses reprises et nous avons la chance d'avoir des mines de diamants pour soutenir notre économie, ce qu'elles ont d'ailleurs fait. Néanmoins, nous ne devrions pas compter sur une pareille chance à nouveau. Notre avenir économique dépend de notre capacité d'investir pour faire croître notre économie et la diversifier, ainsi qu'atteindre les objectifs définis dans nos stratégies économiques. Nous mesurons le succès de nos initiatives en nous fixant l'ambitieux objectif d'augmenter la population des Territoires du Nord-Ouest de 2 000 personnes au cours des quatre prochaines années. Nous mesurons le succès par le nombre de bottes foulant notre sol, parce que les autres indicateurs économiques sont trompeurs au sein d'une économie modeste reposant sur l'exploitation des ressources et dotée d'une main-d'œuvre dont une grande partie n'habite pas le territoire.

Même si nous envisageons toutes les options pour atteindre notre objectif de 2 000 résidents de plus, nous préconisons des stratégies qui aident les entreprises privées à recruter et à retenir des travailleurs, et faisons de même pour la main-d'œuvre du GTNO. Ces stratégies font ressortir la qualité de vie qu'offrent les Territoires du Nord-Ouest. Nos niveaux de revenu se situent parmi les plus élevés au Canada, nos taxes et impôts sont concurrentiels et notre style de vie est incomparable. C'est pourquoi nous ciblons la réduction du coût de la vie, en faisant

des investissements pour diminuer les coûts d'énergie et de transport, ainsi qu'augmenter le nombre de logements abordables.

## Situation budgétaire

Nous prévoyons terminer l'exercice 2014-2015 en dégageant un excédent de 109 millions de dollars, malgré les perturbations importantes en matière de dépenses et de recettes que nous avons subies. La pire saison d'incendies forestiers de l'histoire des Territoires du Nord-Ouest a coûté 55 millions de dollars, ou 3 pour cent du budget du présent exercice. Les niveaux d'eau les plus bas en 64 ans au système hydroélectrique de la rivière Snare ont exigé que le gouvernement intervienne en versant une contribution de 20 millions de dollars à la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest, pour assurer que les coûts d'électricité plus élevés de 13 pour cent ne soient pas assumés par les résidents et les entreprises. Pour ce qui est des recettes et du budget principal des dépenses de 2014-2015, on prévoit que les recettes d'exploitation des ressources seront inférieures de 41 millions de dollars et que l'impôt des sociétés sera inférieur de 24 millions de dollars. Ces états de crise ont diminué notre capacité d'emprunt. On prévoit qu'elle réduira notre coussin de possibilités d'emprunt inutilisées de 100 millions de dollars par rapport au plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral, le faisant passer à 70 millions de dollars d'ici la fin du présent exercice.

Selon la perspective économique et les prévisions de croissance démographique, nous projetons une croissance pratiquement nulle des recettes à moyen terme, alors que les pressions de dépenses continueront d'augmenter. Sans gestion prudente et continue des dépenses, nous éprouverons des difficultés financières. Pour obtenir une économie dynamique, nous devons faire des investissements dans l'infrastructure et dans d'autres domaines qui créeront l'environnement propice à la réalisation de notre potentiel économique. Nous ne disposons pas de la croissance des recettes nécessaire pour rendre tous ces investissements possibles et sommes contraints par le plafond d'emprunt de 800 millions de dollars pour contracter des prêts permettant des investissements stratégiques. Nous pouvons faire certains investissements, mais cela signifiera que certains autres ne pourront être faits. Et si nous ne parvenons pas à réaliser suffisamment d'économies d'efficience, alors d'autres mesures de gestion des dépenses s'imposeront.

Même un plafond plus élevé de notre pouvoir d'emprunt ne signifiera pas que nous pouvons assouplir la gestion des dépenses. Nos emprunts comprennent 407 millions de dollars d'emprunts constitués de la dette à long terme et de la dette des organismes publics et de 272 millions de dollars d'emprunts à court terme. Pour la plus grande part, la dette de nos organismes publics, dont celle de la Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest, qui s'élève à 184 millions de dollars, est financée par les contribuables. Notre dette à court terme se crée lorsque nous empruntons pour faire d'autres investissements dans l'infrastructure et pallier des insuffisances de trésorerie pour les programmes et services. Pour rembourser cette dette, nous utilisons les excédents de fonctionnement. Pour s'attaquer à notre déficit infrastructurel grandissant et faire les investissements qui feront croître l'économie, le dégagement d'excédents de fonctionnement considérables deviendra une exigence constante.

Par conséquent, dans le cadre de ce budget, nous avons demandé aux ministères de réaliser des économies en interne, pour limiter la croissance forcée et réduire la base d'exploitation. Nos nouvelles initiatives, qui représentent principalement l'achèvement de mesures déjà entamées, ne seront pas possibles sans cette contrainte.

## **Points saillants du budget**

Le budget 2015-2016 estime que les recettes totales s'élèveront à 1,83 milliard de dollars en 2015-2016, soit une baisse de 0,6 pour cent comparativement à l'estimation des recettes dans le budget de dépenses révisé 2014-2015. Grâce à une gestion prudente en matière de dépenses au sein des ministères, nous avons maintenu la croissance des dépenses de fonctionnement à 2,1 pour cent en 2015-2016, afin de produire un budget de 1,68 milliard de dollars. L'excédent de fonctionnement prévu de 147 millions de dollars augmentera notre capacité d'emprunt, qui atteindra 86 millions de dollars d'ici la fin de 2015-2016.

## **Recettes**

Le présent budget ne comprend ni nouvelles taxes, ni nouveaux impôts. Nous respectons le principe du maintien d'un régime d'imposition stable et concurrentiel. Nous avons besoin de recettes fiscales pour faire des investissements nécessaires au mieux-être des résidents et à la croissance de l'économie. En même temps, nous devons veiller à ne pas augmenter le coût de la vie des résidents et des entreprises des Territoires du Nord-Ouest, car c'est déjà l'un des plus élevés au pays.

## **Dépenses**

Les dépenses de fonctionnement prévues au budget 2015-2016 ne dépassent celles du budget 2014-2015 que de 34,6 millions de dollars. Les ministères ont contrôlé leurs dépenses en maintenant la croissance forcée et les autres ajustements à 46 millions de dollars. Cette augmentation naturelle des dépenses a été partiellement contrebalancée par des réductions de 23,1 millions de dollars en programmes terminés et par des réductions de 12,6 millions de dollars dans divers budgets ministériels.

Sans l'effort concerté des ministères de réaliser des économies ou de réaffecter des fonds compris dans leurs budgets actuels, il aurait été impossible d'allouer 24,2 millions de dollars aux nouvelles initiatives présentées dans le présent budget, pour continuer à faire avancer les priorités définies par la présente Assemblée législative au cours des quatre dernières années.

### ***Investissements dans la population***

En 2015-2016, nous dépenserons plus de 930 millions de dollars à des programmes sociaux, à titre d'investissements dans les résidents des Territoires du Nord-Ouest, pour encourager les

styles de vie sains exempts de pauvreté. Près de 72 pour cent de l'augmentation de notre budget de fonctionnement seront consacrés à nos programmes sociaux, dont 1,75 million de dollars en allocations alimentaires pour le programme d'aide au revenu, pour permettre aux Ténos les plus vulnérables de mieux nourrir leurs familles.

À ce jour, la présente Assemblée législative a ajouté plus de 14,4 millions de dollars à de nouvelles initiatives visant à améliorer le mieux-être des résidents des Territoires du Nord-Ouest, allant de mesures s'inscrivant dans le Cadre stratégique anti-pauvreté des TNO et le Cadre d'action sur le développement du jeune enfant, à des programmes de prévention.

Dans le présent budget, nous investissons 4,9 millions de dollars de plus dans des initiatives nouvelles ou revues, qui aideront les résidents des Territoires du Nord-Ouest à réaliser pleinement leur potentiel.

Le présent budget propose d'ajouter 440 000 dollars pour encourager des approches intégrées de gestion de cas visant les clients ayant d'importants besoins et étant desservis par plusieurs ministères et organismes. Pour la plus grande part, le financement est consacré à l'amélioration du mieux-être, au moyen de projets pilotes à Yellowknife et à Inuvik qui intégreront les services fournis par divers ministères et organismes non gouvernementaux à des personnes dont les besoins sont variés. L'équipe travaillera directement avec les clients pour aider à gérer leur cas, pour que les services fournis par divers organismes soient offerts aux individus par une seule équipe. Ce projet pilote fournira un meilleur service aux individus et renseignera sur les approches adéquates pour veiller à implanter le changement de culture nécessaire afin d'éliminer les obstacles et les cloisonnements au sein des ministères et entre le GTNO et les autres organismes fournisseurs de services. Les connaissances seront le produit final de ce projet pilote et serviront à formuler des recommandations sur les mécanismes de soutien à la gestion intégrée des cas, à titre d'approche permanente à l'échelle du système pour la prestation de services à des clients dans un éventail de domaines, dont la santé mentale et le mieux-être.

Aider les gens à se trouver un emploi permanent est un objectif qui favorise le mieux-être des individus et réduit également les coûts en matière d'aide au revenu. En réaffectant des fonds de son programme d'aide au revenu, le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation pourra allouer 646 000 dollars à une nouvelle initiative qui établit cinq postes d'agents régionaux du placement dans chaque région des Territoires du Nord-Ouest, pour aider les clients bénéficiant d'aide au revenu et aptes au travail à se trouver un emploi permanent ou à suivre une formation. Ces agents de placement travailleront personnellement avec des clients particuliers de l'aide au revenu qui ont habituellement un grand éventail de besoins et se heurtent face à des obstacles en matière d'employabilité. Les agents travailleront aussi avec les employeurs de leur région.

Les données de notre Instrument de mesure du développement de la petite enfance laissent entendre que le tiers des enfants ténos accusent des retards de développement lorsqu'ils atteignent l'âge de cinq ans. Dans les collectivités plus petites, jusqu'à 60 pour cent des enfants de cinq ans ne sont pas au niveau où ils devraient se trouver. De nombreux cadres et stratégies

collaborent pour s'attaquer aux problèmes sous-jacents qui empêchent nos enfants de réaliser leur véritable potentiel. Par l'entremise du Cadre d'action sur le développement du jeune enfant, le présent budget comprend 1,12 million de dollars en mesures directes pour améliorer les résultats de la petite enfance. Ce financement augmentera les salaires et le niveau de formation du personnel de la petite enfance dans certaines collectivités. Il servira aussi à soutenir de nouvelles approches d'intervention précoce en région auprès des enfants dans les familles à risque, ce qui améliorera notre capacité de fournir aux enfants et à leurs familles les services spéciaux dont ils ont besoin pour réduire des problèmes sociaux, affectifs et scolaires à long terme.

Le présent budget prévoit 1,1 million de dollars pour financer le programme du Tribunal spécialisé en mieux-être. Le Tribunal spécialisé en mieux-être constitue une solution au tribunal traditionnel, en s'attaquant aux causes sous-jacentes du comportement délinquant. Ces fonds serviront à embaucher le personnel du Tribunal spécialisé en mieux-être, dont des gestionnaires de cas et un psychologue, et à définir un cadre d'évaluation. Nous nous attendons vraiment à ce que, au fil du temps, ce tribunal spécialisé entraîne une réduction des infractions et mène à d'autres résultats positifs pour les clients et leurs familles. Avec le temps, les résultats de ce programme et du tribunal spécialisé se traduiront par des économies pour le gouvernement et un allègement du fardeau sur les systèmes juridique et correctionnel.

Les services à nos aînés auront pour retombée positive de garder des familles entières au territoire. Ils constituent un élément important de notre stratégie de croissance démographique. À plus long terme, nous devons trouver d'autres moyens pour aider les aînés à rester dans leur domicile et leur collectivité aussi longtemps que possible. À court terme, toutefois, notre priorité est de veiller à des niveaux de dotation adéquats dans nos établissements de soins prolongés existants. En 2015-2016, nous avons ajouté 618 000 dollars pour offrir plus d'heures de soins directs aux patients du manoir Aven de Yellowknife, de la maison de santé pour aînés de Fort Simpson et du foyer de soins spéciaux Northern Lights de Fort Smith.

En plus de ces nouvelles initiatives, nous proposons de transférer 1,6 million de dollars du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation à la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, pour ajouter 75 nouveaux logements destinés aux bénéficiaires de l'aide au revenu à Inuvik, à Hay River et à Yellowknife, ce qui améliorera l'aide au logement fournie à ces résidents.

### ***Investir dans l'économie***

Nous avons travaillé d'arrache-pied pour être en mesure de financer les investissements stratégiques dans l'infrastructure qui créeront l'environnement propice à la croissance économique et à la diversification. Nous avons pris des risques calculés et sommes prêts à en prendre davantage si nous pouvons investir de manière viable sur le plan financier.

Les investissements qui visent à faire croître l'économie sont beaucoup plus que des investissements dans les infrastructures stratégiques. Le budget 2015-2016 maintient des mesures d'édification d'une économie diversifiée qui offrira aux collectivités et aux régions des possibilités d'emploi pour les résidents et de prospérité pour les entreprises, en consacrant 5,2 millions de dollars à de nouvelles initiatives. Ces mesures complètent la somme de 11,9 millions de dollars allouée dans les budgets précédents de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative pour renforcer les économies régionales et mettre en œuvre les mesures définies dans la Stratégie sur les perspectives économiques et la Stratégie d'exploitation des minéraux.

En tout, le budget alloue 2,5 millions de dollars à des initiatives soutenant la Stratégie sur les perspectives économiques, dont plus de fonds pour la stratégie agricole, le projet pilote dans le domaine de l'industrie du film, les plans économiques régionaux, un programme de stages en entreprise et 1,5 million de dollars pour soutenir l'industrie de la pêche commerciale.

On propose de nouveaux fonds s'élevant à plus de 1,7 million de dollars pour la Stratégie d'exploitation des minéraux, dont 300 000 dollars pour le programme de formation d'aide de terrain dans le domaine des sciences de la Terre et un poste de coordonnateur de carrières chargé de la liaison dans ce domaine, et plus de 1,4 million de dollars pour embaucher un géophysicien, un géologue de surface et un agent de développement de l'exploitation minière dans le Nord, ainsi que pour soutenir des programmes de mesures incitatives dans le domaine de l'exploration, combler les déficits de ressources scientifiques et assurer la coordination entre les segments de marchés industriels.

Le budget 2015-2016 propose une contribution initiale de 1 million de dollars pour aider à financer les Jeux d'hiver de l'Arctique 2018. Nous prévoyons choisir une collectivité ou un groupe de collectivités à l'extérieur de Yellowknife pour accueillir les Jeux de 2018 vers la fin de l'exercice financier. Il s'agit d'un engagement pluriannuel de verser à l'organisme hôte des fonds pour monter un bureau, embaucher du personnel et trouver des ressources supplémentaires pour mener les Jeux et, s'il y a lieu, de rendre les installations existantes conformes aux normes auxquelles s'attend le Comité international des Jeux d'hiver de l'Arctique. En accueillant les Jeux, nous favorisons le développement communautaire et économique, tout en léguant des avantages durables en matière de sport et de santé.

### ***Activités de mise en œuvre du transfert des responsabilités***

Dans le budget de l'exercice précédent, nous avons dépensé 59 millions de dollars pour assumer les responsabilités et les obligations liées à la gestion de nos terres, de nos eaux et de nos ressources non renouvelables. Nous avons réservé 10 millions de dollars, tirés du transfert de 67,2 millions de dollars à la base de notre subvention de la formule de financement des territoires de 2014-2015, pour financer les activités nécessaires qui n'avaient pas été prévues aux étapes initiales du processus de mise en œuvre. Le budget 2015-2016 ajoute 3 millions de dollars pour terminer la mise en œuvre du transfert des responsabilités, dont 1,2 million de

dollars associés aux retombées des mesures de mise en œuvre définitive du transfert des responsabilités sur les budgets ordinaires des ministères.

Nous avons alloué 151 000 dollars au ministère de l'Administration des terres pour les trois prochaines années, pour un poste de spécialiste de la gestion des ressources qui coordonnera la participation du GTNO aux modifications apportées par le gouvernement fédéral à la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* et à l'initiative fédérale de l'amélioration de la réglementation. Cela contribuera aussi à veiller à ce que le Conseil des droits de surface du GTNO soit établi et en fonction d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2016. Même si la *Loi* demeure du ressort fédéral, le nouveau règlement envisagé en vertu de la *Loi* sera pour la plus grande part administré par le GTNO, par l'entremise des nouveaux pouvoirs qui lui ont été délégués. Le nouveau règlement représente d'importants ajouts à la série de pouvoirs conférés par la *Loi*. L'approche coordonnée réunira les responsables de politiques de plusieurs ministères, afin de maximiser l'influence du GTNO sur la définition du régime de réglementation en évolution et de minimiser son exposition potentielle à des coûts administratifs non prévus dans le nouveau règlement.

Des fonds supplémentaires à hauteur de 415 000 dollars sont prévus au budget pour de nouveaux postes de spécialistes des terres et des ressources et un nouveau poste de conseiller en législation, pour garantir que nous disposons de politiques cohérentes et bien planifiées pour établir des relations avec les nouveaux conseils et pour la coordination nécessaire de la prise de décision conjointe du GTNO et du gouvernement du Canada en matière d'évaluation environnementale, d'inspection et de contrôle des activités de fonctionnement en cours. Nous allouons également 220 000 dollars pour poursuivre les travaux du Bureau de réglementation du secteur du pétrole et du gaz, qui serviront à financer un poste de gestionnaire des ressources.

Le budget consacre 1 million de dollars pour établir une nouvelle Division des responsabilités et assurances financières, ainsi que pour coordonner la gestion des garanties financières visant des projets d'exploitation des ressources au sein de plusieurs ministères, pour garantir que les sociétés respecteront leurs obligations environnementales. Le cadre législatif rend les proposants de projets responsables de la remise en état du site du projet ou de l'intervention en cas de phénomène environnemental. Toutefois, si le proposant n'intervient pas, le GTNO se protège et protège ses contribuables de la responsabilité potentielle, en exigeant des assurances financières de la part du proposant. La nouvelle division améliorera le système hérité du gouvernement fédéral, en définissant et en gérant les passifs environnementaux et les assurances financières, en collaboration avec les organismes de réglementation et les principaux ministères concernés. Cette approche assurera la protection de l'environnement, grâce à l'évaluation des responsabilités et à l'établissement d'assurances financières des projets dans leur ensemble, tout en fournissant les politiques d'orientation nécessaires. On s'assure ainsi que le GTNO détermine le niveau de sécurité approprié pour un projet, ce qui le protégera des passifs financiers considérables pouvant découler de l'incapacité d'un proposant à intervenir en cas de phénomène environnemental ou à respecter ses obligations de fermeture et de remise en état.

## ***Soutenir l'environnement***

La gestion de l'information est une composante fondamentale de l'édification de cadres de viabilité économique et de gestion environnementale. Après le transfert des responsabilités, l'existence de lacunes importantes dans les données de base des Territoires du Nord-Ouest sur l'environnement et la topographie est devenue manifeste. Par conséquent, il faut consacrer des fonds pour améliorer les connaissances dans ce domaine important. Le présent budget propose d'investir 694 000 dollars pour établir le Centre de géomatique de l'ouest de l'Arctique à Inuvik. Cet investissement permettra de financer trois postes dont les titulaires offriront des services géomatiques comme la télédétection et le soutien à la recherche au GTNO et à d'autres parties intéressées des Territoires du Nord-Ouest.

Après le transfert des responsabilités, le GTNO a entièrement repris l'exploitation du laboratoire environnemental Taïga, qui prélève des échantillons d'eau et en fait l'analyse pour le secteur privé et d'autres ministères du gouvernement. Le présent budget comprend une augmentation de 577 000 dollars au budget de fonctionnement de l'installation, affecté aux coûts d'obtention du contrôle total des activités du laboratoire. Il est prévu que ces coûts supplémentaires seront partiellement contrebalancés par les recettes générées par les activités du laboratoire.

La prise en charge des responsabilités liées aux terres et aux eaux des Territoires du Nord-Ouest le 1<sup>er</sup> avril 2014 a transformé le rôle du GTNO par rapport à la Stratégie sur la gérance de l'eau des TNO. De codirigeant avec le gouvernement fédéral, il en est devenu le dirigeant. Les retombées potentielles des mesures prises par nos voisins en amont sur les eaux transfrontalières constituent le plus grand risque de la mise en œuvre de notre Stratégie sur la gérance de l'eau. Le présent budget comprend un financement ponctuel de 1,6 million de dollars pour conclure des ententes de protection des eaux transfrontalières avec les autorités en amont. Les engagements découlant de ces ententes seront pris en considération dans les budgets ultérieurs.

## ***Investir dans le secteur énergétique et réduire le coût de la vie***

Le GTNO a pris l'engagement à long terme de réduire les coûts de l'énergie et notre dépendance à l'égard des sources d'énergie non renouvelables. Nous avons prouvé cet engagement en allouant 12,3 millions de dollars à de nouvelles initiatives dans les trois derniers budgets. Les 4 millions de dollars que réserve le présent budget à de nouvelles initiatives feront passer à 16,3 millions de dollars le total des fonds consacrés par la présente Assemblée législative pour poursuivre les initiatives énergétiques visant à réduire le coût de la vie et les émissions de gaz à effet de serre aux Territoires du Nord-Ouest.

Pour poursuivre les initiatives de conservation d'énergie, le présent budget propose 1,4 million de dollars de plus. Les 400 000 dollars de financement supplémentaire pour maintenir en poste les conseillers régionaux en matière d'énergie d'Arctic Energy Alliance font passer le total du financement de cette initiative à 1,13 million de dollars. Cette somme de 1,4 million de dollars

comprend aussi 400 000 dollars pour remplacer les réverbères à vapeur de sodium à haute pression en place dans les collectivités desservies par des centrales thermiques de la SÉTNO par des réverbères à diodes électroluminescentes (DEL) plus efficaces, 300 000 dollars pour financer le programme de remplacement des radiateurs à eau chaude, qui vise à remplacer les radiateurs à eau chaude domestiques alimentés à l'électricité avec des radiateurs alimentés au mazout ou au propane plus efficaces dans les collectivités ne bénéficiant pas de sources d'énergie hydroélectrique, 200 000 dollars pour le Programme d'efficacité énergétique pour le secteur commercial, et 100 000 dollars consacrés au Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique, pour contribuer à absorber les coûts initiaux que doivent assumer les consommateurs pour augmenter leur efficacité énergétique.

Nous continuons à étudier des sources d'énergie de remplacement, en accordant 2,6 millions de dollars à de nouvelles initiatives et à des initiatives existantes. Le budget comprend 100 000 dollars de fonds supplémentaires pour soutenir le Programme des technologies d'énergie de remplacement, qui assume jusqu'à la moitié des coûts de projets relatifs à la biomasse et à d'autres sources d'énergie renouvelable. Nous proposons aussi d'allouer 700 000 dollars à la Société d'énergie des TNO pour installer des panneaux solaires sur 30 logements sociaux dans six collectivités, pour alimenter les systèmes mécaniques et électriques. Nous voulons recourir davantage à l'énergie solaire, en proposant de consacrer 500 000 dollars pour intégrer des panneaux solaires à la nouvelle centrale à diesel de Colville Lake et 125 000 dollars pour faire progresser la technologie intelligente de réseau faisant appel à l'énergie solaire dans les collectivités. Nous envisageons aussi de tirer parti de la présence de vents d'une très grande force près de Storm Hills, en proposant d'utiliser 175 000 dollars pour étudier la faisabilité d'un développement d'énergie éolienne à grande échelle à cet emplacement et 50 000 dollars pour le programme de mesure des vents aux TNO administré par l'Institut de recherche Aurora. Nous proposons de continuer à promouvoir les projets communautaires sur la biomasse et l'évaluation des projets relatifs à la biomasse, avec un financement supplémentaire de 450 000 dollars. Enfin, nous proposons de réserver 325 000 dollars pour terminer les études de faisabilité relatives au gaz naturel liquéfié à Yellowknife et dans l'une des trois collectivités candidates, soit Fort Liard, Fort MacPherson et Tuktoyaktuk.

Nous savons que pour réduire le coût de la vie de façon marquée et pour permettre à l'économie des Territoires du Nord-Ouest de croître et de se développer, nous devons faire des investissements importants dans notre infrastructure énergétique, et tout particulièrement à Yellowknife et dans les collectivités desservies par des centrales thermiques. Ce fait a été confirmé par la récente séance de travail intensif sur la question de l'énergie tenue à Yellowknife. Dans l'attente de la conclusion positive de nos discussions sur notre plafond d'emprunt avec le gouvernement fédéral, le GTNO est prêt à faire ces investissements. Ces investissements portent sur une infrastructure économique essentielle qui diminuera le coût de la vie, utilisera des sources d'énergie de remplacement écologiques, minimisera notre dépendance à l'égard du diesel et contribuera à créer les conditions propices à la croissance économique.

À la suite de discussions avec le Comité permanent des priorités et de la planification, nous proposons de réunir tous les emplois liés au secteur énergétique du GTNO au sein du ministère des Travaux publics et des Services, pour mieux soutenir la viabilité à long terme de nos politiques, ainsi que l'élaboration et la prestation de nos programmes visant ce secteur. Ce ministère a fait ses preuves pour ce qui est d'obtenir des résultats dans la planification et la conservation énergétiques. De plus, il assume déjà un rôle de premier plan dans l'adoption des technologies d'exploitation de l'énergie renouvelable, ainsi que dans la formulation et la promotion de pratiques de construction exemplaires pour l'environnement du Nord. Cette mesure produira un regroupement consolidé d'expertise dans la gestion des projets énergétiques, tout en fournissant une orientation et une responsabilité claires en matière de dépenses sur les projets et les programmes énergétiques.

### ***Investir dans l'amélioration de la prestation des programmes et des services***

La 17<sup>e</sup> Assemblée législative est résolue à améliorer la prestation des programmes et des services auprès de nos résidents et des entreprises. En tenant compte des 5,6 millions de dollars proposés dans le présent budget pour des mesures nouvelles ou améliorées, un total de 19,6 millions de dollars auront été consacrés à améliorer l'efficacité et l'efficacité des programmes durant le mandat de la présente Assemblée législative.

Ces initiatives comprennent près de 2,5 millions de dollars pour améliorer la prestation des services et des communications en français offerts aux résidents des Territoires du Nord-Ouest.

Le budget du dernier exercice avait réservé des fonds pour permettre aux administrations de soins de santé et de services sociaux de se prévaloir de l'expertise du Centre de services technologiques en matière de systèmes de partage de l'information. Le présent budget prévoit 1,5 million de dollars pour mettre à niveau les systèmes informatiques des administrations de soins de santé et de services sociaux régionales et pour les intégrer à un Centre de services technologiques en systèmes de partage de l'information sur les soins de santé et les services régionaux à l'échelle territoriale. En réunissant toutes les administrations sur une plateforme commune, on soutient la mise en place continue des programmes de santé électronique, comme celui des dossiers médicaux électroniques du territoire, ce qui améliorera les résultats des patients et la qualité des soins.

Le présent budget comprend un transfert de 2,3 millions de dollars en programmes d'économie traditionnelle du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles. Au nombre des programmes transférés figurent le Programme d'aide aux exploitants dans les collectivités, les comités locaux de la faune, la couverture de la CSTIT pour les exploitants de ressources, le Programme d'indemnisation des chasseurs et des trappeurs en cas de catastrophe naturelle, le programme Emmenez un enfant pratiquer le piégeage ou la chasse, et le Programme d'aide aux exploitants de ressources renouvelables de l'Ouest. Les deux ministères collaboreront à la prestation du programme Fourrures authentiques de la vallée du Mackenzie. Le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement aura la responsabilité du Fonds renouvelable (commercialisation des

fournitures), alors que le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles sera chargé de la commercialisation et de la promotion à l'échelle nationale et internationale. Ce remaniement de responsabilités garantira une approche coordonnée de nos programmes qui soutiennent les activités et les produits du secteur de l'exploitation naturelle.

Le gouvernement poursuit dans la voie de son engagement de décentraliser les postes vers les régions dans la mesure du possible. Nous sommes bien avancés dans la phase 3 de notre mise en œuvre de la décentralisation. Après la décentralisation de 15 postes en 2015-2016, et en tenant compte des 7 postes dont la décentralisation a été approuvée pour 2016-2017, nous aurons décentralisé 150 postes vers les collectivités durant le mandat de la présente Assemblée législative. Nous travaillons d'arrache-pied à rendre la décentralisation possible au sein même de nos activités, comme en témoigne la réaffectation de ressources de l'administration centrale du ministère de l'Exécutif, pour établir deux nouveaux postes d'agent des services, à Trout Lake et à Wekweètì. Toutefois, les initiatives de décentralisation ne peuvent pas toutes être financées en interne et le présent budget alloue 813 000 dollars supplémentaires à des mesures de décentralisation, dont les coûts associés au déménagement du Bureau des parcs territoriaux de Yellowknife à Hay River.

Nous continuons à éliminer les obstacles à l'achèvement fructueux de notre stratégie de décentralisation. Grâce aux programmes de logement du marché privé et de logement pour les employés de la Société d'habitation des TNO, nous collaborons avec les parties intéressées afin de développer les marchés de logements locatifs dans les petites collectivités. Nous avons recours à nos initiatives de recrutement pour contribuer à pallier les taux de vacance élevés de la fonction publique à l'extérieur de Yellowknife en associant des Ténos aux postes vacants en région et en fournissant des programmes de formation en cours d'emploi. Lorsque nous ne pourrons former des Ténos pour certains postes à court terme, nous recruterons à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest, à l'aide d'outils et d'initiatives de recrutement variés. Maintenant que les choses sont rentrées dans l'ordre après les changements organisationnels découlant du transfert des responsabilités, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles se livre présentement à une réflexion pour déterminer les activités qui sont les plus appropriées pour la décentralisation. Il discutera de ses conclusions avec les comités permanents dans un avenir proche.

## **Regard vers l'avenir**

Monsieur le président, nous prévoyons que la croissance des recettes totale sera pratiquement nulle au cours des cinq prochaines années. D'ici 2019-2020, on prévoit que les recettes ne dépasseront celles de 2015-2016 que de 0,4 pour cent. Au cours de la même période, on prévoit que les dépenses croîtront de 8,4 pour cent, ou d'environ 2,1 pour cent par an, selon les hypothèses d'une stricte gestion des dépenses et du retour à un budget d'immobilisations de 75 millions de dollars.

À l'évidence, cela n'est pas viable. Selon les hypothèses actuelles, les prévisions des recettes et des dépenses de fonctionnement signifient que les excédents de fonctionnement seront

réduits de manière appréciable d'ici 2019-2020. Les excédents de fonctionnement plus modestes nous enlissent encore plus dans un fossé d'emprunts à court terme pour disposer des liquidités permettant de couvrir les dépenses de fonctionnement et ne laissent que fort peu de ressources, voire aucune, à consacrer à des investissements infrastructurels et aux paiements de service de la dette. Même en limitant le budget des immobilisations à 75 millions de dollars annuellement, ou à environ 4 pour cent des recettes totales, on estime que l'endettement total s'élèvera à 759 millions de dollars à la fin de 2019-2020, soit seulement 40 millions de dollars de moins que notre plafond d'emprunt actuel de 800 millions de dollars.

Pour ce qui est des recettes, les mesures seront limitées à court terme. L'an prochain, plus de 1,2 milliard de dollars de nos prévisions de 1,8 milliard de dollars en recettes totales proviendront d'un seul transfert fédéral, la subvention de la formule de financement des territoires, dont on prévoit qu'elle connaîtra une hausse annuelle moyenne de 0,3 pour cent au cours des cinq prochaines années. La croissance nulle de notre population et la réduction des prévisions des dépenses des gouvernements ralentissent encore davantage l'augmentation de la subvention et échappent à notre contrôle. Nos recettes autonomes de 425 millions de dollars devraient augmenter de 3,5 pour cent par an au cours des cinq prochaines années. Toutefois, lorsqu'on tient compte de la lente augmentation de la subvention, la croissance de nos recettes autonomes prévues devient nulle. Même si l'augmentation de nos recettes autonomes est une option, nous devons étudier soigneusement l'équilibre à observer entre la quantité de recettes supplémentaire à tirer de notre petite assiette fiscale et l'incidence que cela pourrait avoir sur l'économie des Territoires du Nord-Ouest.

La viabilité financière signifie que la croissance du budget total du fonctionnement et de l'entretien, dont les salaires et les avantages sociaux versés aux employés, ne doit pas dépasser la croissance de nos recettes. La prudence financière se traduit par le besoin de conserver un coussin de possibilité d'emprunt d'au moins 100 millions de dollars. Mises ensemble, les deux signifient que nous devons envisager de prendre d'autres mesures de gestion des dépenses, dont des réductions.

Un plafond d'emprunt plus élevé ne résoudrait pas ce problème. Même la capacité d'emprunter davantage sans compromettre notre engagement à respecter la politique de gestion responsable des finances exigera une gestion attentive des dépenses. Nous devons rembourser ce que nous empruntons. C'est pourquoi les dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques* proposée seront si importantes. Elles assureront que l'Assemblée législative aura le pouvoir de revoir tous les emprunts à court terme et à long terme annuellement grâce à un plan d'emprunt déposé avec le budget de dépenses principal, de débattre de ces emprunts et de les soumettre à un vote.

Nous arrivons à proximité du bord d'une falaise et notre défi consiste à ne pas tomber. Nous ne devrions pas avoir à fonctionner si près du précipice. Dorénavant, notre principale priorité sera de continuer à maintenir la viabilité financière tout en protégeant nos programmes et nos services, à faire des investissements dans l'infrastructure économique essentielle pour faire croître l'économie et à investir dans des immobilisations, pour réduire notre déficit infrastructurel de 3,8 milliards de dollars. Il faudra faire des choix difficiles.

## Conclusion

Monsieur le président, je dois conclure par un message brutal : nous avons dépensé tout ce que nous recevons. Cela peut fonctionner lorsque les recettes augmentent, mais avec une prévision de croissance nulle des recettes à moyen terme, nous devons nous assurer d'harmoniser la croissance de nos dépenses à celle de nos recettes.

Toutefois, comme me l'ont rappelé les participants aux dialogues sur le budget de l'automne dernier, nous avons déjà traversé cette situation. Nous avons tiré des leçons de nos erreurs du passé et, ensemble, nous pouvons faire en sorte d'assurer la viabilité financière de notre budget. Dans les jours précédant la prochaine Assemblée législative, nous devons commencer à réfléchir à des décisions difficiles, pour ne pas léguer nos problèmes aux prochaines générations.

Nous relèverons ce défi et le transformerons en possibilités. En travaillant ensemble pour veiller à ce que les mesures que nous prenons nous procurent la meilleure valeur possible en contrepartie des fonds que nous dépensons, nous serons toujours en mesure de saisir les occasions d'investir dans des mesures propices à la croissance de notre économie, d'augmenter notre population, d'élargir notre assiette fiscale, de réduire le coût de la vie et de continuer à protéger l'environnement. Notre cote de crédit Aa1 et nos indicateurs de rendement clés montrent que nous continuons de manœuvrer collectivement durant ces temps souvent difficiles.

Tous les députés de la présente Assemblée législative devraient être fiers du travail que nous avons réalisé pour faire progresser notre vision d'une population, de familles et de collectivités fortes se partagent les bienfaits et les responsabilités découlant de l'union, de la viabilité écologique et de la prospérité des Territoires du Nord-Ouest. Nous ne reculerons pas devant le défi de faire les choix difficiles qui permettront au GTNO de demeurer sur la voie de la viabilité financière et de réaliser notre vision pour les Territoires du Nord-Ouest.

Monsieur le président, je vous remercie.



# **Discours sur le budget 2015 – 2016**

*Territoires du Nord-Ouest*

## **DOCUMENTS BUDGÉTAIRES**

**A ♦ Examen économique**

**B ♦ Examen fiscal**

**5 février 2015**



## EXAMEN ÉCONOMIQUE

### Perspective d'avenir

La perspective économique pour les Territoires du Nord-Ouest est incertaine. Il est estimé que le PIB réel a augmenté de 5,2 pour cent en 2014 et on prévoit qu'il croîtra de 3,7 pour cent en 2015. Cette augmentation à court terme est toutefois causée par des dépenses en immobilisations dans l'industrie minière. Cela signifie que bien que l'activité économique soit attribuée aux TNO, la majeure partie de l'activité accrue a eu lieu dans le sud du Canada, d'où proviennent l'équipement et les fournitures.

On prévoit que les investissements du secteur public dans l'infrastructure et l'activité minière soutenue se répercuteront dans d'autres secteurs de l'économie. Les secteurs de la construction et du commerce de gros en bénéficieront le plus, bien que l'augmentation des investissements et de l'activité économique contribuera aussi à créer des emplois. On s'attend à ce que le nombre de personnes employées augmente de 1,4 pour cent en 2015, et en retour, cela devrait soutenir les niveaux de revenu. On prévoit que la rémunération hebdomadaire connaîtra une hausse de 1,7 pour cent en 2015. La croissance du salaire, combinée à des possibilités économiques accrues, permettra au gouvernements des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) d'atteindre son objectif d'augmenter la population de 2 000 personnes d'ici 2019.

À moyen terme, la perspective économique est moins sûre, et à long terme, elle est en grande partie inconnue. Les opérateurs des deux plus grandes mines de diamants cherchent à exploiter d'autres cheminées kimberlitiques qui, si cela se réalise, prolongeront la durée de vie de ces mines au-delà des dates de fermeture actuellement prévues. Si ces projets sont prolongés, cela permettra de maintenir les niveaux d'activité économique actuels. La construction de la quatrième mine de diamants des TNO, la mine Gahcho Kué, est commencée, et lorsque cette dernière sera opérationnelle, on prévoit qu'elle emploiera annuellement 400 personnes au cours de sa durée de vie de 12 ans. Aucun plan d'exploitation de mine de diamants ne va au-delà de 2028.

Alors que l'année 2015 débute, des signes d'une plus grande incertitude dans les marchés financiers et de devises internationaux apparaissent. Comme la croissance économique prévue pour les TNO au cours des prochaines années est régie par les investissements, ces incertitudes représentent un défi pour l'économie ténosé. Une économie mondiale faible réduira la demande pour les produits ténosés, et de bas prix pour les ressources nuiront à l'économie des TNO dans son ensemble. Dans le territoire, l'activité pétrolière et gazière a grandement

diminué, et de nouveaux projets d'exploration et de forage dans la mer de Beaufort et le Sahtu ont été suspendus.

### **Perspective économique**

| <b>Indicateur</b>   | <b>2009</b> | <b>2010</b> | <b>2011</b> | <b>2012</b> | <b>2013</b> | <b>2014e</b> | <b>2015p</b> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|
| Produit intérieur brut, en millions chaînés (\$ de 2007)    | 3 649       | 3 733       | 3 432       | 3 508       | 3 632       | 3 822        | 3 963        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | -13         | 2,3         | -8,1        | 2,2         | 3,5         | 5,2          | 3,7          |
| Total des investissements, en millions chaînés (\$ de 2007) | 1 084       | 1 158       | 996         | 1 161       | 1 362       | 1 319        | 1 537        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | -31,3       | 6,8         | -14         | 16,6        | 17,3        | -3,2         | 16,6         |
| Dépenses personnelles, en millions chaînés (\$ de 2007)     | 1 286       | 1 305       | 1 323       | 1 340       | 1 363       | 1 378        | 1 399        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | -0,7        | 1,5         | 1,4         | 1,3         | 1,7         | 1,1          | 1,5          |
| Dépenses du gouvernement, en millions chaînés (\$ de 2007)  | 1 656       | 1 717       | 1 732       | 1 729       | 1 728       | 1 819        | 1 787        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | 7,9         | 3,7         | 0,9         | -0,2        | -0,1        | 5,3          | -1,7         |
| Exportations, en millions chaînés (\$ de 2007)              | 2 466       | 2 608       | 2 459       | 2 406       | 2 509       | 2 726        | 2 297        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | -10,1       | 5,8         | -5,7        | -2,2        | 4,3         | 8,7          | 1            |
| Importations, en millions chaînés (\$ de 2007)              | 2 854       | 3 153       | 3 365       | 3 297       | 3 404       | 3 480        | 3 571        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | -3,2        | 10,5        | 6,7         | -2          | 3,2         | 2,2          | 2,6          |
| Emplois (résidents), nombre de personnes                    | 21 300      | 21 500      | 22 700      | 22 700      | 22 500      | 21 700       | 22 000       |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | -6,2        | 0,9         | 5,6         | 0           | -0,9        | -3,6         | 1,4          |
| Rémunération hebdomadaire moyenne, en dollars               | 1 145       | 1 191       | 1 244       | 1 289       | 1 303       | 1 365        | 1 389        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | 5,1         | 4           | 4,5         | 3,6         | 1,1         | 4,8          | 1,7          |
| IPC (ensemble), Yellowknife, 2002 = 100                     | 115,9       | 117,9       | 121,6       | 124,3       | 126,2       | 128,5        | 130,1        |
| <i>Pourcentage de changement</i>                            | 0,6         | 1,7         | 3,1         | 2,2         | 1,5         | 1,8          | 1,2          |

e : estimation

p : prévision

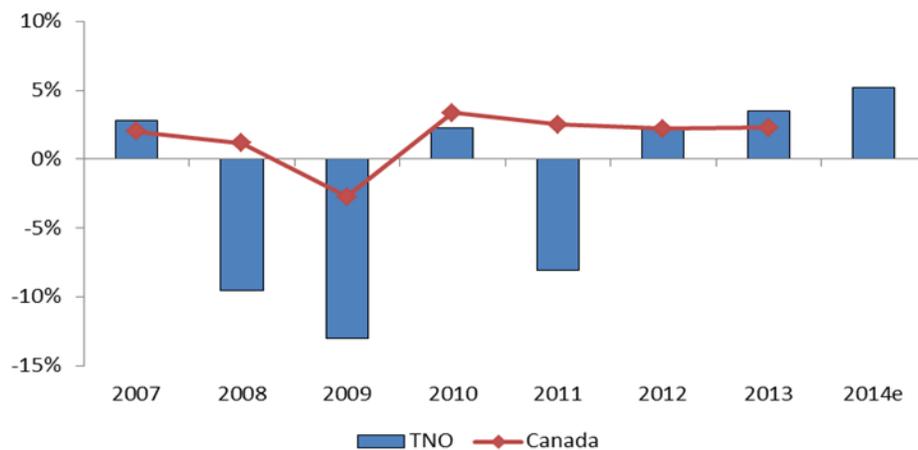
Source : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

## Résultats économiques de 2013

### Croissance économique

En 2013, les TNO ont connu une croissance économique. Le PIB réel (valeur de tous les biens et services produits, corrigée en fonction de l'inflation) a augmenté de 3,5 pour cent en 2013, et de récentes estimations indiquent une hausse encore plus forte de 5,7 pour cent en 2014. La croissance économique en 2013 a reflété les investissements commerciaux accrus et les dépenses soutenues des ménages et des gouvernements, alors que des gains commerciaux ont soutenu la croissance en 2014.

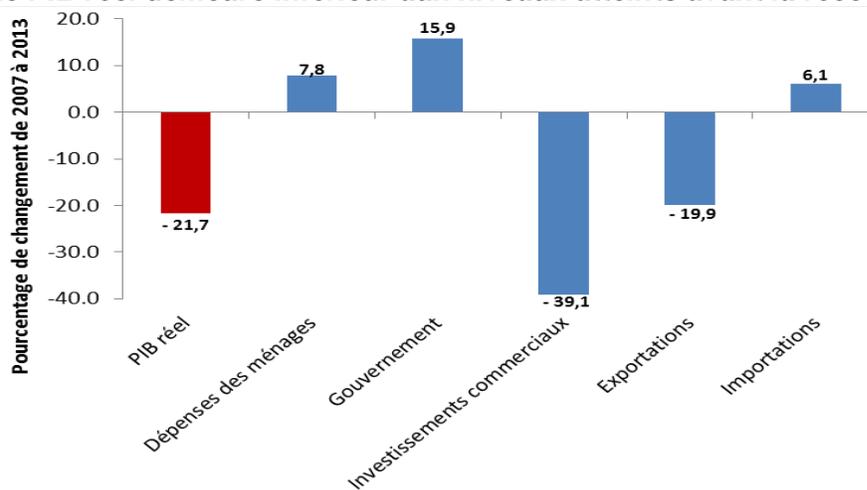
### Changements annuels du produit intérieur brut réel, TNO et Canada



e : estimation  
 Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Cependant, malgré trois années consécutives de croissance économique, l'économie ténosienne demeure plus modeste qu'elle l'était en 2007. Le PIB réel a chuté de près de 22 pour cent en 2013, comparativement à son sommet atteint avant la récession en 2007, alors que les mines de diamants produisaient plus de diamants de qualité et que les prix des produits de base étaient plus élevés.

### Le PIB réel demeure inférieur aux niveaux atteints avant la récession



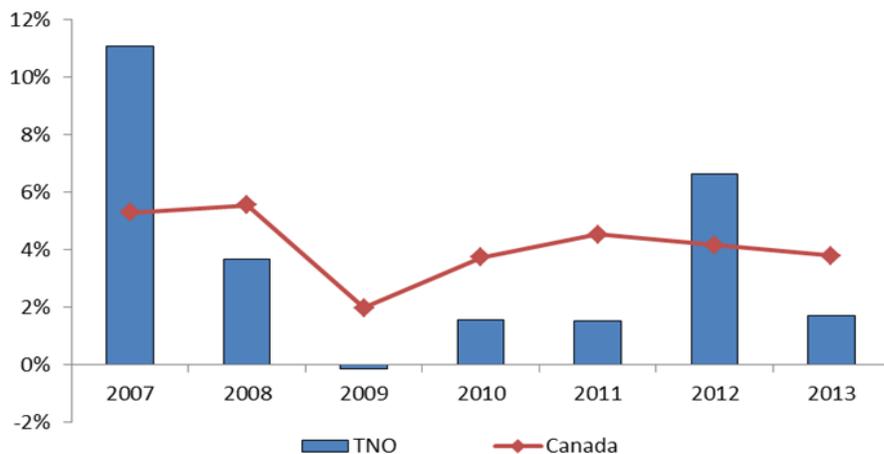
Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Cette baisse était principalement attribuable à une chute de 41 pour cent du volume de production de carats de l'industrie du diamant au cours de cette période, ce qui reflète le passage à l'exploitation souterraine dont les coûts sont plus élevés et les minerais de teneur inférieure. Cela a eu des répercussions sur les industries associées aux mines de diamants, comme celles du transport et du commerce de gros, qui ont connu d'importantes baisses de leurs taux de croissance entre 2007 et 2009, avant de se stabiliser en 2011. De la même façon, les taux de croissance annuels moyens des industries de service sont passés de 4 pour cent, avant 2007, à moins de 1 pour cent après 2007.

## Revenu personnel

Le revenu personnel disponible est le revenu net d'impôt de toutes sources que gagnent les résidents des TNO. Il favorise les dépenses de consommation qui représentent, en moyenne, environ le tiers du PIB du territoire. De 2012 à 2013, le revenu personnel disponible a augmenté de 1,7 pour cent. Le revenu du travail, qui représente une grande proportion du revenu personnel, s'est accru de 2,4 pour cent au cours des neuf premiers mois de 2014 par rapport à la même période en 2013. Cela indique que le revenu personnel a probablement aussi connu une modeste hausse en 2014. Au niveau national, où les dépenses de consommation représentent environ 55 pour cent du PIB, le revenu personnel disponible a augmenté de 3,8 pour cent en 2013.

### Changements annuels du revenu disponible des ménages, TNO et Canada



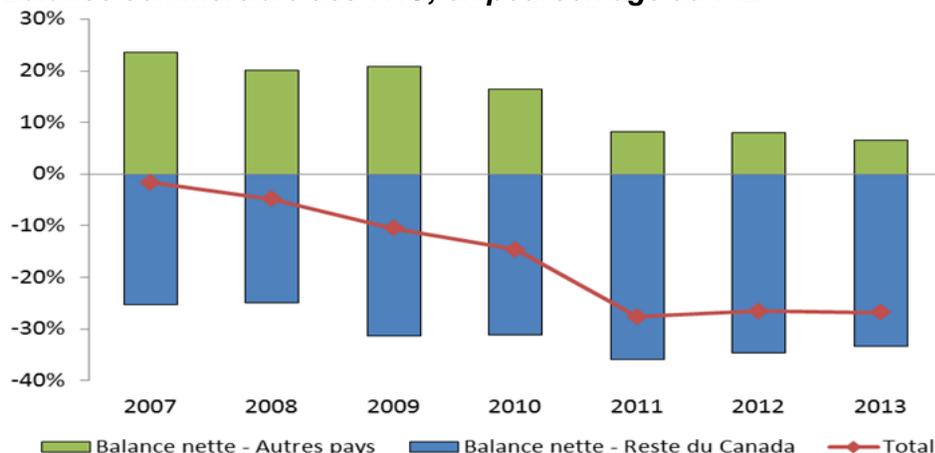
Source : Statistique Canada et Finances TNO

## Échanges commerciaux

Les TNO ont une petite économie ouverte qui dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et le reste du Canada. Les TNO exportent des diamants et d'autres ressources naturelles vers des marchés internationaux et importent des biens et des services en provenance du sud du Canada principalement, afin de soutenir l'industrie et la consommation personnelle. Par conséquent, les TNO ont un excédent commercial avec d'autres pays, mais un déficit commercial avec le reste du Canada.

Relativement au PIB réel, l'excédent commercial des TNO avec d'autres pays a diminué depuis 2007, à cause des faibles prix des produits de base et des minéraux. Pendant la même période, le déficit commercial des TNO avec le reste du Canada s'est accentué. Cela a engendré une hausse du déficit commercial global des TNO, qui est passé de 1,7 pour cent du PIB en 2007 à 26,7 pour cent du PIB en 2013.

**Balance commerciale des TNO, en pourcentage du PIB**

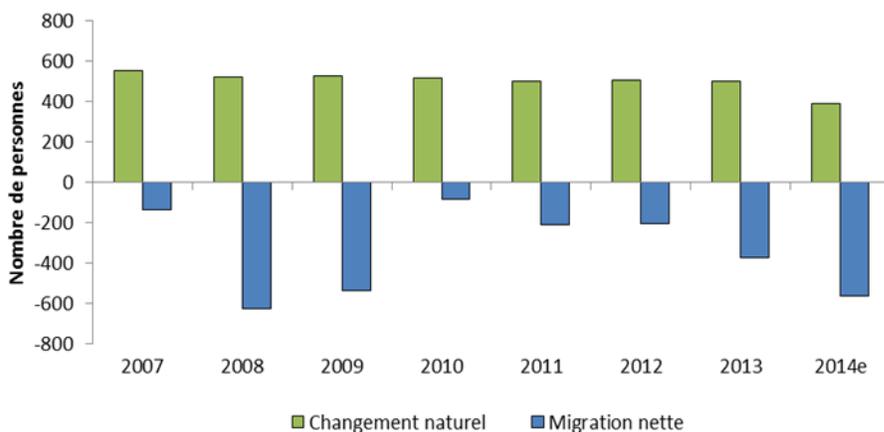


Source : Statistique Canada et Ministère des Finances des TNO

**Population**

La population des TNO est relativement stable depuis les dix dernières années. Cependant, la faible croissance économique et le manque de nouvelles activités minières ont contribué à ce que les gens quittent le territoire. Au 1<sup>er</sup> juillet 2014, la population des TNO était estimée à 42 623 personnes, soit une baisse de 218 personnes, ou de 0,5 pour cent, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

**Changement dans la population aux TNO**



e : l'estimation de 2014 est basée sur le changement naturel entre janvier et septembre 2014 et la migration nette entre janvier et juin 2014.  
 Source : Bureau de la statistique des TNO

Trois facteurs expliquent ce changement de population : le changement naturel (naissances moins décès), la migration interprovinciale et la migration internationale. Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et le 1<sup>er</sup> juillet 2014, il y a eu une augmentation naturelle nette de la population de 501 personnes (en raison de 698 naissances et de 197 décès), alors que la migration interprovinciale a entraîné une perte nette de 781 personnes (car 1 974 personnes ont emménagé du reste du Canada vers les TNO, et 2 755 personnes sont parties). Sur le plan international, il y a eu une migration d'entrée nette de 62 personnes.

La croissance de la population est importante pour la santé économique et fiscale des TNO. En fournissant de la main-d'œuvre aux entreprises ténéoises, de la demande pour les biens et les services locaux, ainsi qu'un revenu personnel et des taxes sur la consommation, une population en croissance permet de promouvoir l'activité économique et des recettes durables pour le gouvernement. C'est pourquoi le GTNO vise à accroître la population des TNO de 2 000 personnes d'ici 2019.

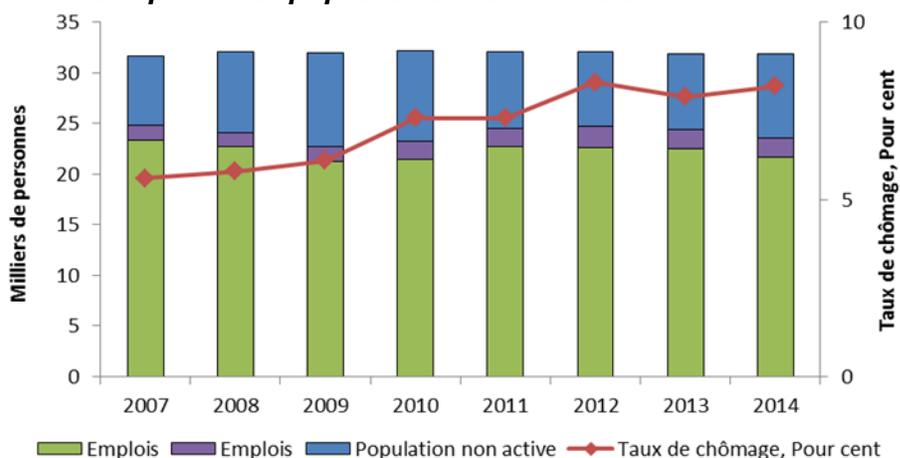
## Main-d'oeuvre

Malgré la croissance économique des trois dernières années, le marché du travail ténéois est demeuré faible.

En 2014, on estimait le nombre total de personnes employées aux TNO à 21 700 personnes, soit une baisse de 800 personnes par rapport à 2013, et de 1 800 personnes par rapport au maximum atteint en 2007 avant la récession. Cette situation a fait en sorte que des résidents des TNO ont quitté la population active. Par conséquent, le taux de participation de la population active (la tranche de population en âge de travailler qui occupe un emploi ou en recherche un activement) a chuté à 74,1 pour cent en 2014. Cela constitue une diminution comparativement aux 76,5 pour cent en 2013 et est très inférieur au taux de participation de 78,4 pour cent de 2007.

En 2014, le taux de chômage des TNO a atteint 8,2 pour cent, une hausse par rapport au taux de 7,9 pour cent de 2013, ce qui est très supérieur au taux de chômage de 5,6 pour cent de 2007, avant la récession.

### Caractéristiques de la population active des TNO



Source : Statistique Canada

L'emploi a regagné tout le terrain perdu depuis son ralentissement pendant la récession. Entre 2009 et 2011, plus de mille nouveaux emplois nets ont été créés pour les résidents des TNO, principalement des postes à temps plein dans le secteur privé. Cependant, ces gains ont été érodés au cours des dernières années, alors que le nombre de résidents employés a diminué de 900 personnes entre 2011 et 2014.

On prévoit que l'emploi augmentera de 1,4 pour cent en 2015, principalement en raison des activités de construction minière et des nouveaux emplois créés par le transfert des responsabilités des programmes pour la gestion des terres et des ressources du gouvernement fédéral au GTNO. Cela permettra de soutenir les revenus et les dépenses des ménages sur le territoire.

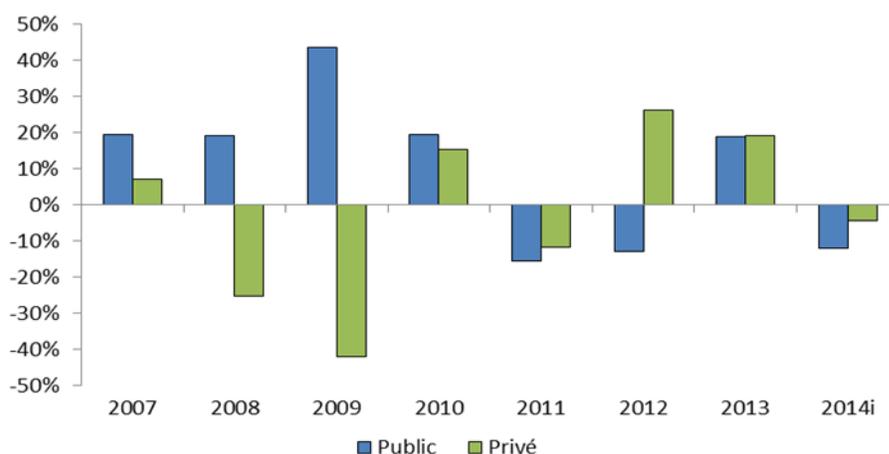
### Dépenses en immobilisations

Pour l'année 2014, la valeur totale des intentions de dépenses en immobilisations est inférieure aux estimations de dépenses en immobilisations de 2013 dans une proportion de 5,9 pour cent.

On prévoit que les dépenses en immobilisations du secteur privé diminueront de 4,5 pour cent, passant de 1 214 millions de dollars en 2013 à 1 159 millions de dollars en 2014, principalement à cause d'une baisse de 6,1 pour cent des dépenses générales des industries minières et de l'exploitation pétrolière et gazière, qui sont passées de 905 millions de dollars en 2013 à 850 millions de dollars en 2014.

On estime que les dépenses en immobilisations du secteur public, qui avaient accéléré durant la récession parce qu'elles étaient un élément du programme de stimulation de l'économie du GTNO, ont baissé de 12 pour cent, passant de 290 millions de dollars en 2013 à 255 millions de dollars en 2014. Toutefois, on s'attend à ce que les investissements dans un certain nombre de projets, dont la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie et la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk contribuent à augmenter les investissements dans les prochaines années.

### Variation annuelle en pourcentage des dépenses en immobilisations, secteurs public et privé des TNO



i : intentions

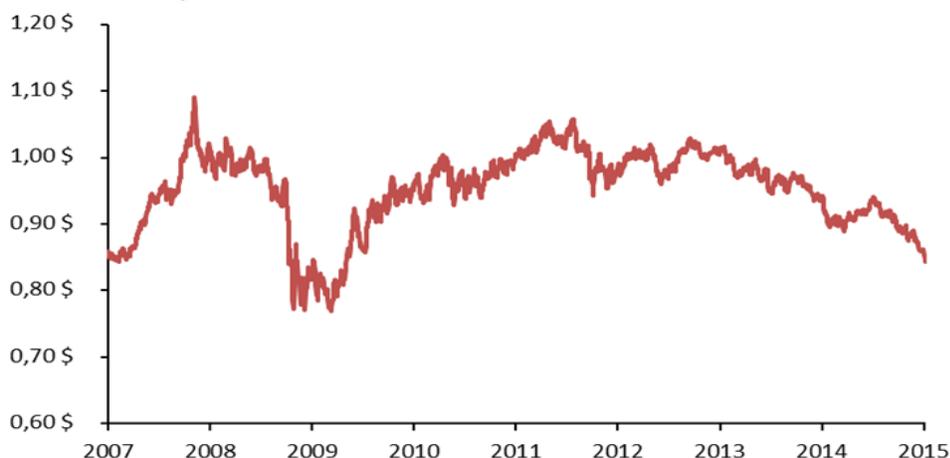
Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

## Prix internationaux

### Taux de change

En 2014, le dollar canadien valait en moyenne 0,91 dollar américain, une baisse de 6,7 pour cent par rapport à 0,97 dollar américain en 2013 et à la parité en 2012. Cette dépréciation est attribuable aux faibles prix des produits de base, qui ont entraîné le fléchissement du dollar canadien, de même qu'à une économie américaine plus forte et des mesures de stimulation monétaire américaines réduites, ce qui a causé le renforcement du dollar américain.

#### Taux de change É.-U.–Canada



Source : Banque du Canada

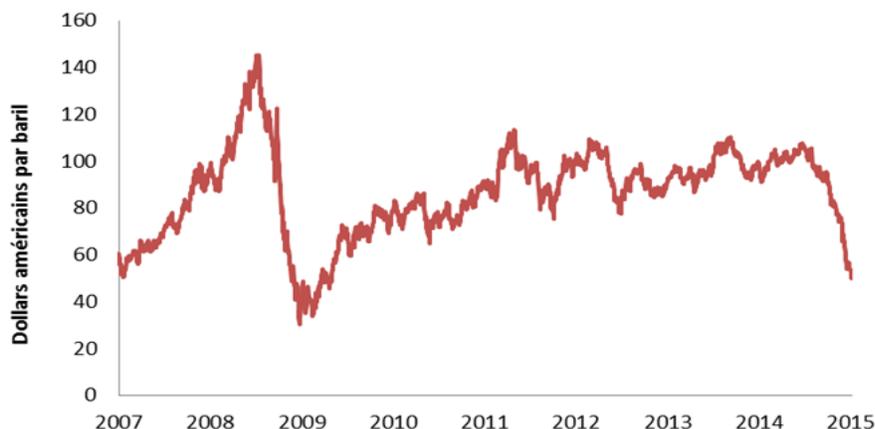
La valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain a un effet direct sur la santé de l'économie des TNO, car la majorité des biens et services achetés et vendus à l'échelle internationale sont payés en dollars américains.

Un dollar canadien plus faible signifie que les entreprises ténaises qui exportent leur production sont payées plus cher pour leurs produits après la conversion des devises. Cela permet aux entreprises des TNO d'être concurrentielles à l'échelle internationale et rehausse les exportations ténaises. Par contre, un dollar canadien plus faible rendra la machinerie et l'équipement importés de l'extérieur du territoire plus dispendieux.

### Prix du pétrole

Les prix du pétrole ont chuté brutalement au cours de la deuxième moitié de 2014 en raison de la demande mondiale plus faible, de l'augmentation des approvisionnements en gaz et en pétrole des É.-U., de la production restreinte de l'OPEP et des conflits géopolitiques continus en Ukraine et au Moyen-Orient. En moins de six mois, les prix du pétrole à l'échelle mondiale ont diminué de plus de 40 pour cent, et le pétrole brut West Texas Intermediate, dont le prix sert de référence, se négocie à moins de 50 \$ par baril.

### Prix du pétrole par baril en dollars américains



Prix au comptant de West Texas Intermediate, à Cushing  
 Source : Energy Information Administration des É.-U.

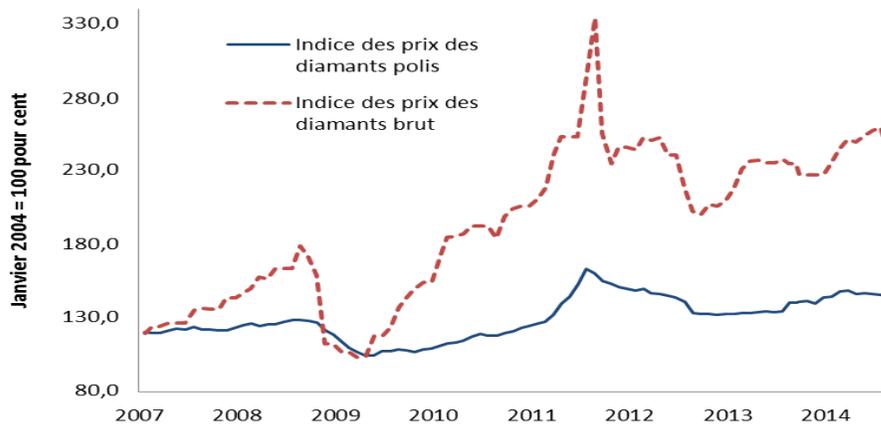
Comme les TNO exportent du pétrole à des marchés internationaux, la chute des prix du pétrole aura des répercussions négatives sur les échanges commerciaux et la croissance économique des TNO. Cependant, cet impact sera compensé par des coûts de carburant moins élevés pour de nombreuses entreprises, un accroissement des dépenses des consommateurs, car ces derniers économisent sur le carburant, et une économie américaine plus solide qui, à titre d'importatrice nette de pétrole, bénéficiera des prix du pétrole plus bas.

### Prix des diamants

L'indice des prix des diamants, tant pour les pierres brutes que pour les pierres taillées, a augmenté en 2014, en hausse d'environ 6 et 8 pour cent respectivement. Les prix demeurent toutefois très inférieurs aux sommets atteints en 2011.

Les prix mondiaux pour les diamants bruts et taillés ont varié. Les TNO extraient et exportent des diamants bruts, et les prix de ces pierres brutes ont augmenté beaucoup plus rapidement que ceux des diamants taillés, principalement à cause de préoccupations relatives aux contraintes de l'approvisionnement mondial. Les prix des diamants taillés, qui reflètent la demande des bijoutiers, ont été stables et beaucoup moins volatils. Cela a réduit les marges de profit de nombreux producteurs.

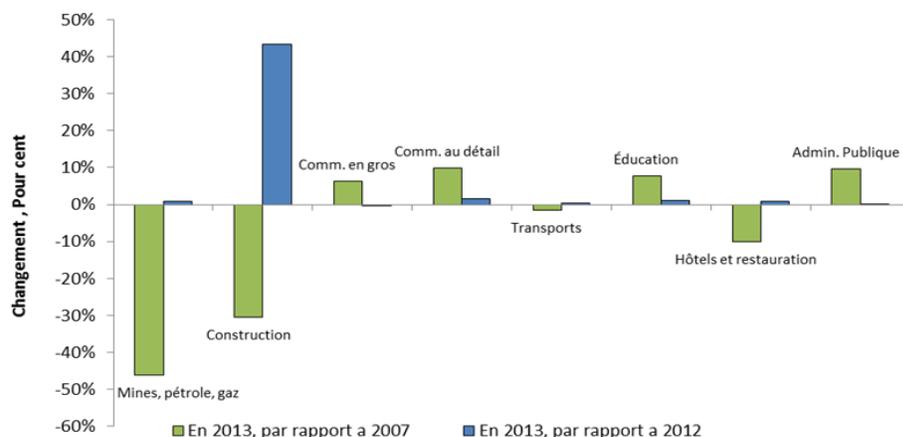
### Prix des diamants



Sources : PolishedPrices.com et WWW Overall Rough Diamonds.

## Résultats économiques par secteur

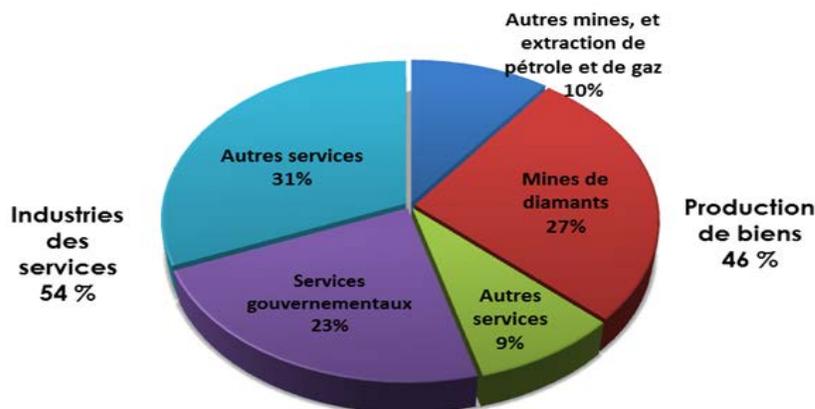
### Taux de croissance réels de certaines industries des TNO



Source : Statistique Canada et Finances TNO

De 2007 à 2013, le secteur des industries minière, pétrolière et gazière a baissé de 46 pour cent, l'industrie de la construction a chuté de 31 pour cent et le secteur plus modeste de l'alimentation et de l'hôtellerie a diminué de 10 pour cent. Par conséquent, la structure de l'économie des TNO a changé. En 2007, les industries produisant des biens représentaient 51 pour cent de l'économie mais, à compter de 2009, cette proportion est tombée à 41 pour cent, avant de remonter à 46 pour cent en 2011. Cela témoigne du cycle économique de ces industries aux TNO, attribuable au ralentissement économique mondial.

### Structure de l'économie des TNO en 2011



Source : Statistique Canada. Les données les plus récentes disponibles sont de l'année 2011.

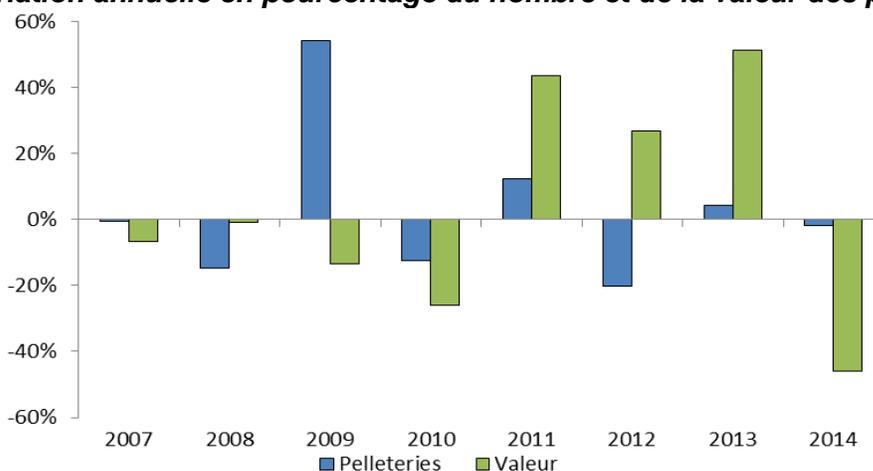
## Industries de production de biens

En 2011, le secteur de la production des biens représentait 46 pour cent du PIB des TNO, comparativement à proportion de 30 pour cent de l'économie canadienne. Les industries d'extraction de ressources dominent le secteur de la production de biens aux TNO. L'extraction diamantifère représentait 27 pour cent du PIB de 2010, alors que les autres exploitations minières, de même que l'extraction pétrolière et gazière, représentaient 10 pour cent. Le reste du PIB provenait des secteurs des ressources renouvelables, de la construction, des services publics et des biens manufacturés.

### Récolte de fourrures

Le piégeage demeure une importante source de revenus pour bien des Ténois, particulièrement dans les petites collectivités. Pendant l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2013, environ 25 000 pelleteries ténoises ont été vendues, soit une baisse de 2 pour cent par rapport à l'année précédente. La valeur des ventes s'est établie à 1,2 million de dollars, une baisse des ventes de l'ordre de 46 pour cent comparativement à l'exercice précédent.

#### Variation annuelle en pourcentage du nombre et de la valeur des pelleteries aux TNO



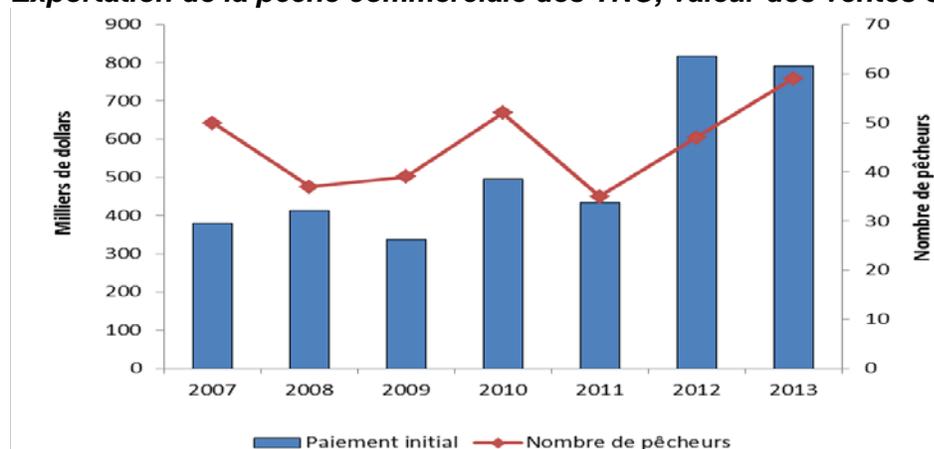
Source : Bureau de la statistique des TNO

### Pêche commerciale

La pêche commerciale aux TNO est un élément modeste mais prisé de l'économie territoriale. Le poisson qui est exporté des TNO est mis en marché par l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, une société de la Couronne fédérale mandatée pour commercialiser le poisson pêché dans le nord-ouest de l'Ontario, les trois provinces des Prairies et les TNO.

Les paiements initiaux aux pêcheurs des TNO – au point de livraison et net de fret – ont baissé de 3 pour cent, passant de 818 000 dollars en 2012 à 792 000 dollars en 2013, alors que le poids a diminué de 31 pour cent, passant de 420 000 kilogrammes en 2012 à 288 000 kilogrammes en 2013.

### Exportation de la pêche commerciale des TNO, valeur des ventes et nombre de pêcheurs

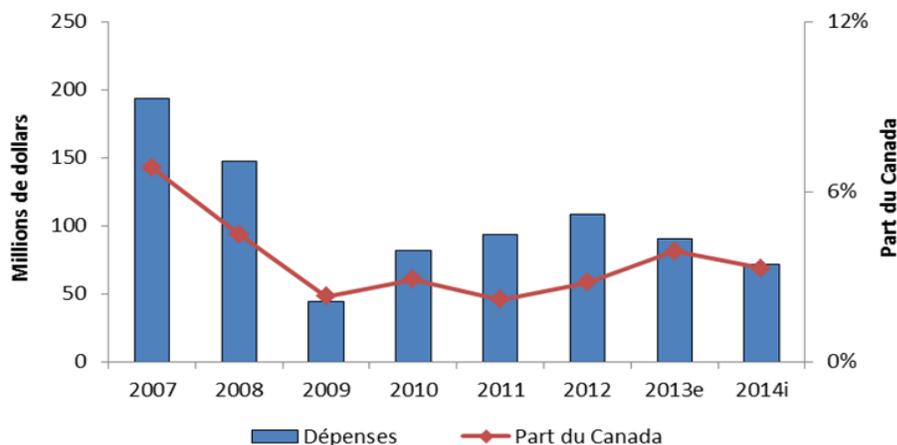


Source : Office de commercialisation du poisson d'eau douce

### Exploration et mise en valeur des gisements

Les dépenses d'exploration minière et de mise en valeur des gisements des TNO ont chuté au cours des dernières années et demeurent très inférieures aux niveaux atteints avant la récession. Les intentions de dépenses pour 2014 indiquent que les dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements ont été estimées à 102,6 millions de dollars, soit une hausse de 31,7 pour cent par rapport à 2013.

### Dépenses d'exploration minière aux TNO



i : intentions

e : estimation

Source : Ressources naturelles Canada

Plus de la moitié de ces dépenses ont été investies pour la mise en valeur des gisements et le développement de projets déjà découverts, alors qu'une plus petite portion de celles-ci a été investie sur un éventail d'activités d'exploration minière, dont le travail sur le terrain, les frais généraux, l'ingénierie, les études économiques, les études de faisabilité préalables à la construction, les questions environnementales et les coûts de droit de passage. On estime que les parts du total canadien correspondant aux dépenses d'exploration et de mise en valeur des TNO ont diminué de 3,3 pour cent en 2013 à 4,8 pour cent en 2014.

## Métaux précieux et terres rares lourdes

Bien qu'elles aient déjà été un moteur important de l'économie des TNO, il n'y a pas eu de mines d'or en exploitation aux TNO depuis 2004. Les prix de l'or et de l'argent ont diminué cette année, mais demeurent élevés comparativement à ceux d'il y a dix ans. Cela a mené à de nouvelles activités d'exploration. Plusieurs mines de métaux précieux, y compris le gisement d'or, de cobalt et de bismuth NICO de Fortune Minerals Ltd. et le gisement d'argent, de zinc et de plomb de Canadian Zinc à Prairie Creek pourraient devenir opérationnelles au cours des deux prochaines années. Toutefois, des questions relatives au financement empêchent de nombreux projets d'aller de l'avant.

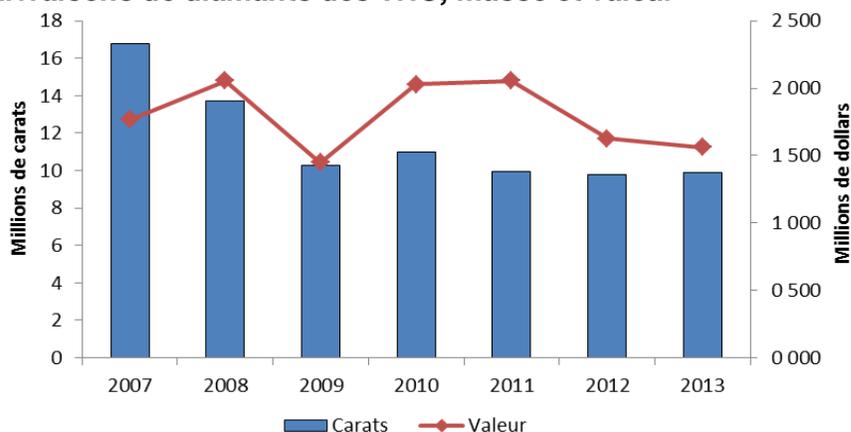
Les terres rares lourdes forment un groupe de 17 éléments utilisés dans le secteur de la haute technologie pour le matériel informatique. Bien que les prix ont baissé au cours des dernières années, on s'attend à ce que la demande mondiale pour les terres rares lourdes augmente, et cela a entraîné de nouvelles activités d'exploration aux TNO, dont le gisement de terres rares lourdes Avalon Rare Metals Nechalacho au lac Thor.

## Mines de diamants

Le principal moteur de l'économie des TNO est l'industrie du diamant. Il y a trois mines en production : Ekati, qui a été mise en activité en 1998; Diavik, en 2003; et celle du lac Snap, en 2008. Selon les plans d'exploitation minière actuels, et à moins de nouvelles découvertes, il est prévu que ces trois mines ferment d'ici 2029. La fermeture de ces mines de diamants aura un effet négatif important sur l'économie des TNO.

De 2012 à 2013, la production en carats des mines de diamants des TNO a baissé de 1,4 pour cent. En 2013, la valeur de la production de diamants a baissé de 4 pour cent, atteignant 1,6 milliard de dollars.

### Livraisons de diamants des TNO, masse et valeur



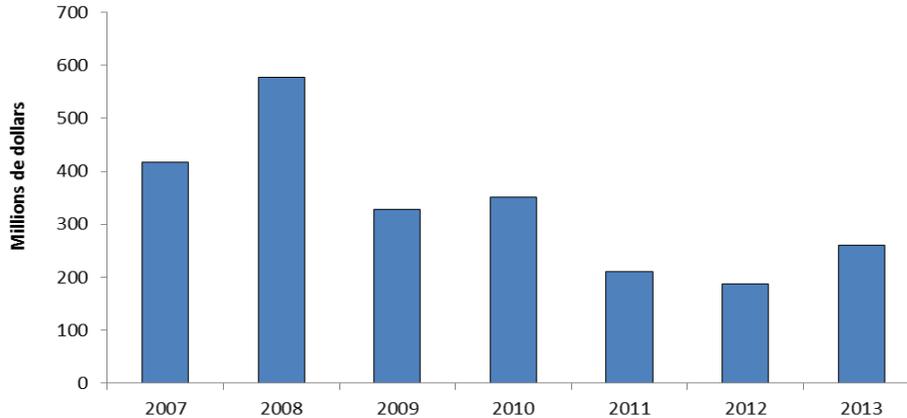
Source : Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO

La construction d'une quatrième mine de diamants, Gahcho Kué, est en cours. L'exploitation de la mine de diamants Gahcho Kué, un projet conjoint de De Beers et de Mountain Province Diamonds, devrait commencer en 2016 et aurait une durée de vie prévue de 12 ans. De plus, une quatrième cheminée kimberlitique à la mine de diamants Diavik a été approuvée par Rio Tinto, et la Dominion Diamond Corporation cherche à obtenir une approbation pour l'agrandissement de la mine de diamants Ekati, afin d'inclure la cheminée kimberlitique de Jay. Le projet Jay a le potentiel de prolonger la durée de vie de la mine Ekati de dix ans, au-delà de la fermeture actuellement prévue en 2020.

## Pétrole et gaz

En raison de l'épuisement des réserves actives, la production de pétrole et de gaz diminue aux TNO. Cependant, après avoir chuté pendant plusieurs années consécutives, les dépenses des activités pétrolières et gazières aux TNO et dans les îles de l'Arctique ont augmenté de 39 pour cent, passant de 188 millions de dollars en 2012 à 261 millions de dollars en 2013.

### Dépenses nettes de l'industrie pétrolière, TNO et îles de l'Arctique



Source : Association canadienne des producteurs pétroliers

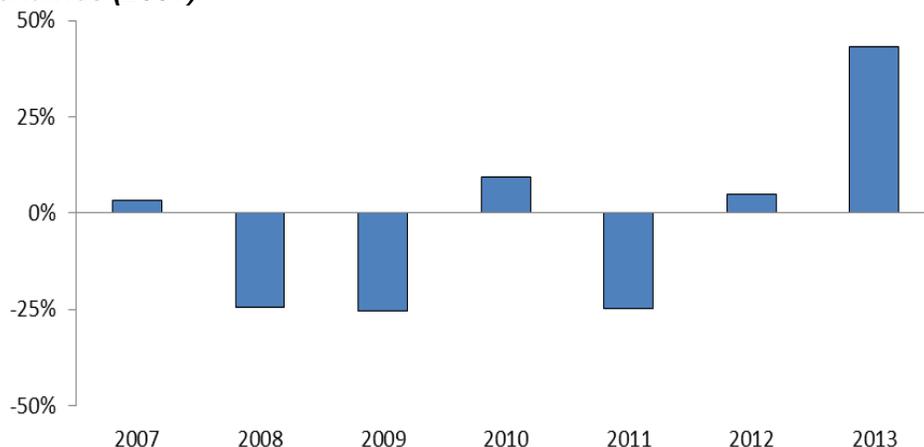
Une croissance de la production de pétrole et de gaz exige de nouvelles découvertes et de nouveaux développements sur le terrain. Par conséquent, des dépenses accrues dans les activités pétrolières et gazières pourraient entraîner une augmentation de la production à court terme. Toutefois, un certain nombre de projets de forage et d'exploration prévus pour la mer de Beaufort et la région du Sahtu ont récemment été retardés. Malgré cela, les TNO sont dotés d'un potentiel pour de futures augmentations de la production. On estime que la formation schisteuse de Canol, dans la région du Sahtu, contient plus de deux milliards de barils de pétrole.

## Construction

L'industrie de la construction comprend la construction résidentielle, la construction non résidentielle et des services d'ingénierie. L'ensemble du secteur de la construction représente, en moyenne, 7 pour cent du PIB du territoire.

De 2012 à 2013, le secteur de la construction a augmenté de 43 pour cent. Toutefois, il demeure inférieur de 31 pour cent par rapport à ses niveaux de 2007, principalement à cause de la diminution de la construction associée aux mines. La brusque hausse de l'activité de construction réelle en 2013 est surtout attribuable à la construction non résidentielle (dont celle de mines et de routes), qui a augmenté de 133 pour cent, alors que les travaux ont commencé pour la mine de diamants Gahcho Kué et la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. La construction résidentielle et les travaux de génie pétrolier et gazier ont également augmenté, connaissant une hausse de 33,6 pour cent et de 43,6 pour cent de 2012 à 2013, respectivement.

**Variation annuelle en pourcentage de la valeur de l'activité de construction, en dollars chaînés (2007)**

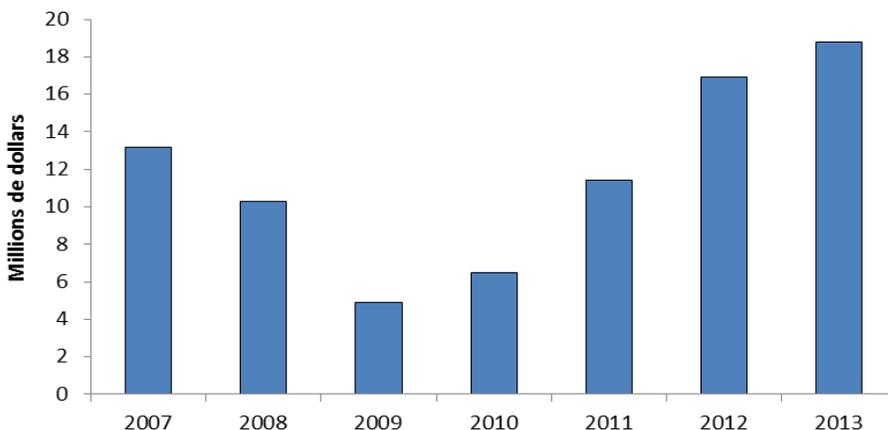


Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

**Secteur manufacturier**

Le secteur manufacturier des TNO représente moins de 1 pour cent de l'économie du territoire. Bien que petit, ce secteur de l'économie se porte bien depuis les dernières années. La valeur réelle (ajustée en fonction de l'inflation) des ventes de produits manufacturiers des TNO a augmenté de 11,2 pour cent de 2012 à 2013.

**Valeur des livraisons manufacturières des TNO, en dollars chaînés (2007)**



Source : Bureau de la statistique des TNO

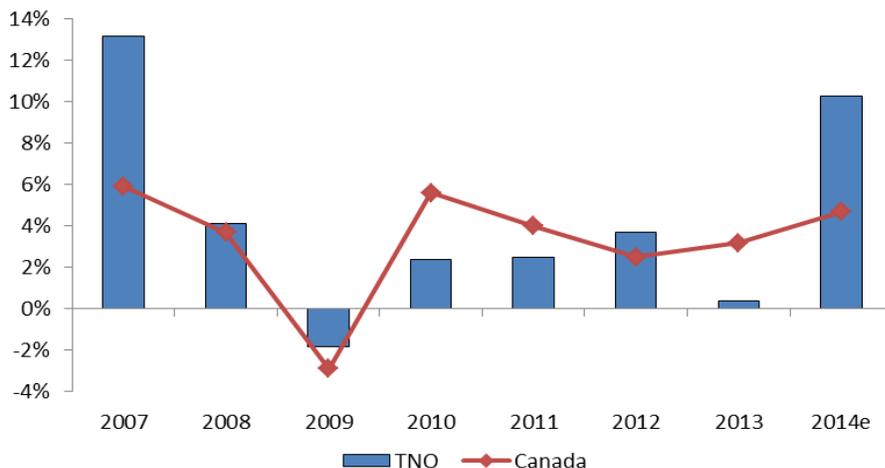
**Industries de services**

Les entreprises de services représentaient 54,2 pour cent du PIB des TNO en 2011, comparativement à 69,7 pour cent à l'échelle nationale. Le secteur des services comprend des industries comme les commerçants en gros, les banques, les détaillants, les hôtels et le secteur public (écoles, hôpitaux, services de police et d'incendie, gouvernements fédéral et territorial, administrations locales et gouvernements autochtones).

## Commerce au détail

De 2012 à 2013, les ventes au détail des TNO ont augmenté de 0,4 pour cent seulement. On prévoit toutefois qu'elles connaissent une hausse de 9,5 pour cent en 2014, comparativement à l'augmentation de 3,2 pour cent des ventes au détail à l'échelle nationale pour la même période.

### Variation annuelle en pourcentage de la valeur nominale du commerce au détail, TNO et Canada

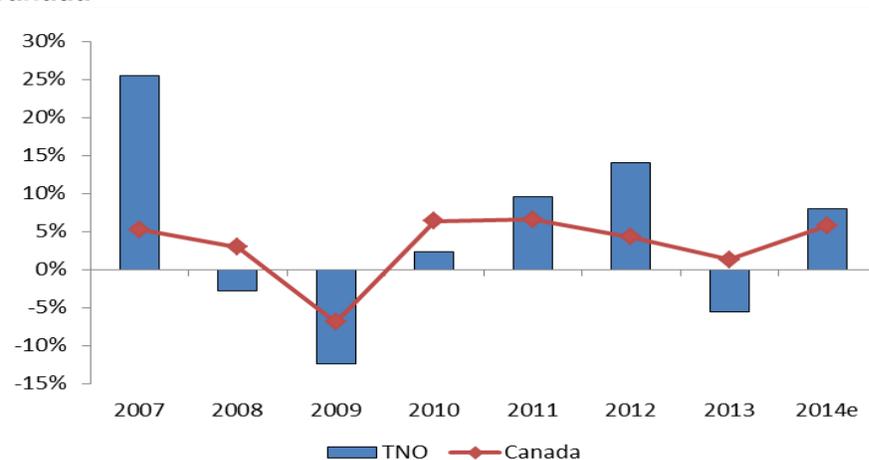


e : estimation pour 2014 basée sur les résultats de janvier à octobre 2014  
 Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

## Commerce de gros

Les commerçants en gros distribuent des marchandises, y compris de l'équipement et des biens d'équipement, aux détaillants et à des clients commerciaux et institutionnels. Ce secteur est fortement régi par les dépenses en immobilisations et l'activité commerciale. Le commerce de gros des TNO a augmenté de 7 pour cent de 2013 à 2014, ce qui reflète la hausse de la construction. En comparaison, le commerce de gros au Canada a augmenté de 5,6 pour cent.

### Variation annuelle en pourcentage de la valeur nominale du commerce de gros, TNO et Canada

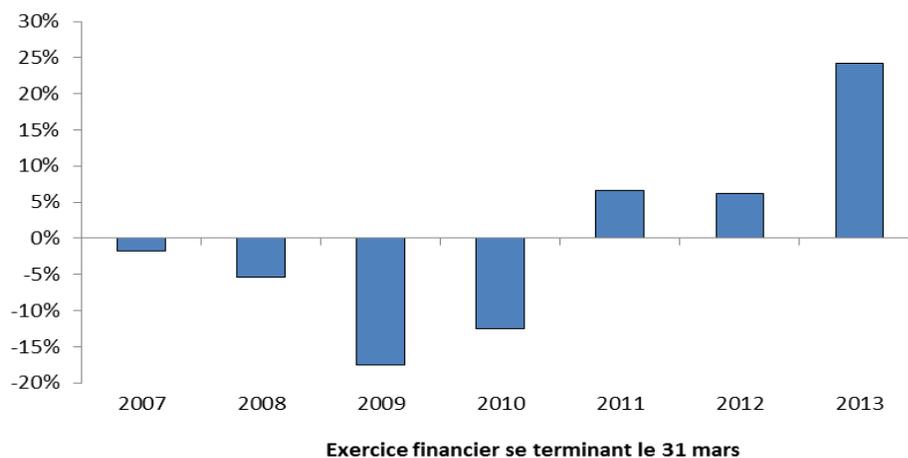


e : estimation pour 2014 basée sur les résultats de janvier à octobre 2014  
 Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

## Tourisme

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie des TNO, avec un vaste potentiel peu exploité. Le total des dépenses effectuées par les visiteurs a atteint 132,5 millions de dollars au cours de l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, ce qui constitue une hausse de 24,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

### **Pourcentage des changements annuels des dépenses totales de tous les voyageurs aux TNO**



Source : Industrie, Tourisme et Investissement (TNO)

Le total des dépenses effectuées par les vacanciers a augmenté de 6 pour cent, passant de 58,6 millions de dollars au cours de l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013 à 62 millions de dollars pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014. L'augmentation des dépenses effectuées par les vacanciers est attribuable à l'observation des aurores boréales. Par rapport à l'exercice précédent, cette activité a attiré près de 40 pour cent de visiteurs supplémentaires, dont le nombre est passé de 15 700, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013, à 21 700 pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2014. Cette hausse est attribuable en partie aux tempêtes solaires, qui provoquent de plus belles aurores boréales. Les visiteurs adeptes d'aventures en plein air et de chasse ont également contribué à l'augmentation des dépenses découlant du tourisme.

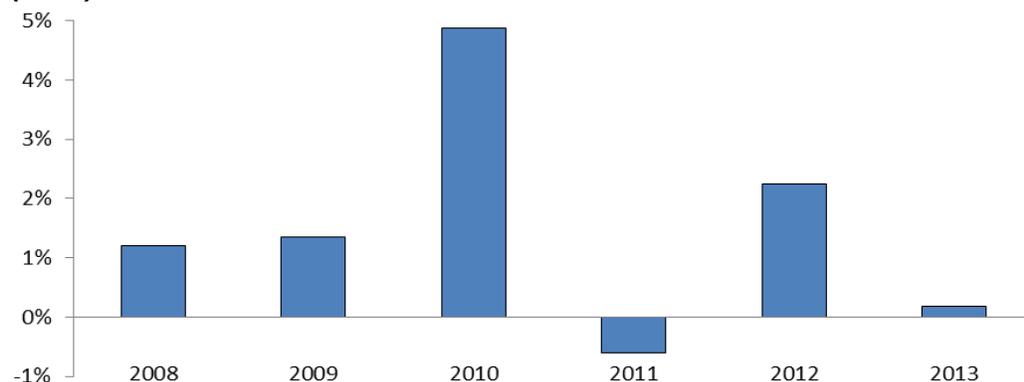
Le total des dépenses effectuées par les visiteurs d'affaires a été élevé l'année passée, augmentant de 48,1 pour cent durant l'exercice se terminant le 31 mars 2014. Cette augmentation est attribuée à une hausse de près de 50 pour cent du nombre de visiteurs d'affaires, dont le nombre est passé de 24 100 en 2013 à 35 300 en 2014.

## Administration publique

Les services d'administration publique comprennent tous les paliers de gouvernement présents aux TNO : fédéral, territorial, locaux et autochtones. Ils comprennent les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la défense et l'administration des programmes publics, à l'exclusion des secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation.

Les dépenses d'administration publique sont demeurées relativement stables, augmentant seulement de 0,2 pour cent de 2012 à 2013, et de 9,6 pour cent entre 2007 et 2013.

### **Variation annuelle en pourcentage des dépenses du secteur public, en dollars chaînés (2007)**



Source : Statistique Canada

## **Indicateurs de rendement macroéconomique**

Le *Cadre stratégique de politique macroéconomique* du GTNO, qui vise à guider les décisions en matière d'investissements et de politiques, comprend des indicateurs de rendement qui permettent de suivre la santé de l'économie au fil du temps. Ces indicateurs sont conçus pour dépasser les mesures classiques du rendement ou de la croissance économique, en dégageant des mesures plus générales de mieux-être économique comme les améliorations à la qualité de vie, à la capacité des collectivités et à la protection de l'environnement.

Les indicateurs de rendement sont destinés à être mesurés par rapport à une valeur de référence, qui correspond à la valeur moyenne de l'indicateur de 2005 à 2007. Toutefois, en raison de révisions apportées aux données de Statistique Canada, certaines données datant d'avant 2007 ne sont pas disponibles à l'heure actuelle. Par conséquent, la plupart des indicateurs de rendement sont mesurés par rapport à l'année 2007, plutôt que par rapport à la valeur moyenne de référence des années allant de 2005 à 2007. Ces différences sont indiquées.

Après l'élaboration de ce cadre stratégique, l'économie mondiale a subi des chocs financiers et économiques des plus violents. En raison de ses liens essentiels avec le système mondial d'échanges commerciaux, l'économie des TNO a été particulièrement vulnérable au ralentissement de l'économie mondiale. Le rétablissement de l'économie des TNO a été lent et déséquilibré, comme en témoignent les indicateurs de rendement.

### **Indicateur 1 – Taille et croissance de l'économie dans son ensemble**

Le PIB réel est la mesure la plus complète de l'économie. Toutefois, il ne mesure pas l'économie non monétaire et ne peut mesurer le mieux-être social.

En 2013, le PIB réel des TNO était inférieur de 21,7 pour cent par rapport à son niveau de 2007.

**Indicateur 2 – Productivité**

La productivité est une mesure de rendement importante liée à une rentabilité accrue, à des coûts moindres et à une capacité concurrentielle soutenue. L'augmentation de la productivité peut favoriser la croissance économique. La productivité peut être augmentée grâce à la formation de la main-d'œuvre, à des changements technologiques et à des modifications à la proportion de la main-d'œuvre et du capital. Des niveaux de productivité plus élevés peuvent produire des traitements et salaires plus élevés, ainsi que des bénéfices plus élevés.

En 2013, la productivité était inférieure de 21,3 pour cent par rapport à sa valeur de 2007.

**Indicateur 3 – Nouveaux investissements**

Les nouveaux investissements sont un indicateur de premier plan de la croissance économique qui mesure la position de l'économie à laquelle s'attendre à l'avenir. Les nouveaux investissements effectués par le secteur privé servent surtout à couvrir des dépenses relatives aux édifices, à l'équipement et à la machinerie, en prévision d'un rendement positif sur le capital investi. Les investissements du secteur public sont pour la plupart affectés à la santé, à l'éducation et aux infrastructures, afin d'obtenir des retombées sociales et économiques bénéfiques pour les TNO.

En 2013, les nouveaux investissements étaient inférieurs de 21,9 pour cent par rapport à leur valeur de 2007.

**Indicateur 4 – Revenu**

La croissance du revenu prouve que les citoyens bénéficient de la croissance économique. Elle joue un rôle important dans la réalisation de la vision d'une population ténosé autonome. Pour mesurer cet indicateur, deux mesures ont été déterminées :

**Indicateur 4a – Revenu d'emploi**

Le revenu d'emploi mesure la somme des revenus d'emploi des résidents des TNO.

En 2012, le revenu d'emploi atteignait 12,9 pour cent de plus que sa valeur en 2007.

**Indicateur 4b – Revenu moyen des ménages**

Le revenu moyen des ménages renseigne sur la qualité et la distribution des emplois chez les résidents des TNO. En 2012, le revenu moyen des familles a augmenté de 18,9 pour cent par rapport à sa valeur moyenne de 2005 à 2007.

**Indicateur 5 – Taux d'emploi**

Le taux d'emploi mesure à quel point les résidents des TNO participent directement à la croissance économique et en bénéficient. L'indicateur mesure la proportion de personnes âgées de 15 ans et plus qui occupent un emploi.

En 2013, le taux d'emploi était de 70,3 pour cent, soit 3,1 points de pourcentage de moins que sa valeur moyenne entre 2005 et 2007.

**Indicateur 6 – Croissance de la population**

La croissance de la population mesure une réaction à la croissance économique et donne une base qui permet d'augmenter la croissance au moyen de la diversification. Les changements de la population reflètent la santé de la population, la robustesse du système de soutien médical et les attraits économiques ou liés au mode de vie incitant les gens à immigrer aux TNO ou à en émigrer. Une population en croissance constitue un marché de consommation grandissant pour les entreprises locales.

En 2013, la population ténnoise a augmenté de 1,1 pour cent par rapport à la population de 2007.

**Indicateur 7 – Liens économiques**

L'établissement de lien entre les diverses industries contribue à la croissance et à la diversification de l'économie. Quatre mesures de la force des liens économiques sont prises en considération.

**Indicateur 7a – Niveau des importations**

Les importations de biens et de services reflètent la taille des marchés existants aux TNO pour les biens de consommation, l'équipement de bureau et les services.

En 2013, la valeur indexée des importations dépassait de 7,2 pour cent sa valeur en 2007.

**Indicateur 7b – Ventas de gros et ventes au détail**

Les ventes de gros sont un indicateur des liens au niveau de la production, auquel les producteurs achètent des entrants auprès de fournisseurs des TNO ou des services postproduction comme de transport ou de communication auprès d'entreprises des TNO. Des ventes au détail élevées peuvent soutenir des liens avec une activité accrue de construction et de transport, ainsi que créer des possibilités pour un plus grand nombre de commerces de détail.

La valeur estimée des ventes en gros de 2013 dépassait de 18,2 pour cent, en dollars d'origine, sa valeur moyenne de 2005 à 2007.

La valeur estimée des ventes au détail de 2013 dépassait de 22,7 pour cent, en dollars d'origine, sa valeur moyenne de 2005 à 2007.

**Indicateur 7c – Travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO**

En mesurant la dépendance à l'égard des travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO, on détermine la capacité de la main-d'œuvre ténnoise de répondre à la demande en travailleurs. Le nombre de travailleurs habitant à l'extérieur des TNO dépend du nombre de travailleurs résidents dotés des compétences nécessaires disponibles à l'emplacement de l'emploi. Il représente également une perte de dépenses de consommation possibles au sein de l'économie des TNO.

En 2013, les gains des travailleurs habitant à l'extérieur des TNO ont augmenté, passant d'une moyenne de 358 millions de dollars de 2005 à 2007 à 367 millions de dollars, ce qui représente une perte accrue de 9 millions de dollars pour l'économie ténnoise.

**Indicateur 7d – Croissance des industries de services au secteur primaire**

Les industries de services spécialisés qui soutiennent le secteur primaire des TNO sont le principal moteur de croissance et de diversification de l'économie. Deux industries de services sont mesurées.

1. Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie : En 2013, la valeur des activités de soutien dans ces domaines dépassait de 115 pour cent sa valeur en 2007.
2. Travaux de génie pétrolier et gazier : En 2012, la valeur de ces travaux était inférieure de 52,5 pour cent à sa valeur en 2008 (les données de 2007 ont été supprimées par Statistique Canada pour respecter les exigences de confidentialité stipulées dans la *Loi sur la statistique*).

**Indicateur 8 – Diversification**

La diversification de l'économie est mesurée selon le PIB par industrie, la croissance par secteur et le niveau d'emploi par industrie. Auparavant, les données permettant de calculer cette mesure provenaient des données sur l'emploi figurant dans le recensement de la population. Cependant, on n'en fait plus la collecte. On s'emploie actuellement à trouver une nouvelle source de données.

**Indicateur 9 – État de l'environnement et tendances environnementales**

Veillez consulter le *Rapport sur l'état de l'environnement aux TNO*.

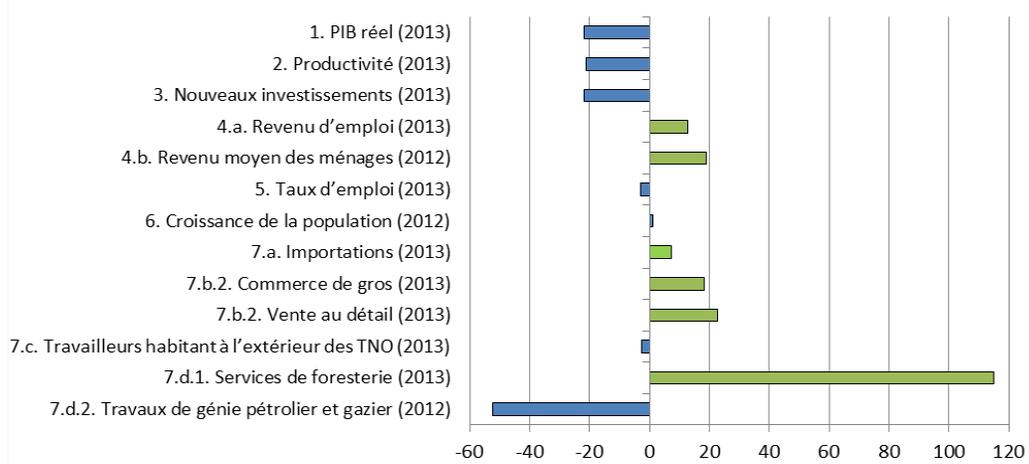
**Résumé des constats**

Sur les treize indicateurs primaires et sous-indicateurs mesurés à l'heure actuelle, cinq indicateurs ont vu leur valeur augmenter, alors que les autres l'ont vue baisser. Bien que l'on puisse principalement attribuer la baisse de valeur des indicateurs à la crise financière et au ralentissement économique de 2008 et de 2009, il faudrait réaliser une autre analyse détaillée pour isoler les effets de la récession mondiale de 2008 des tendances générales de l'économie des TNO dans son ensemble. Toutefois, l'économie des TNO a fait montre d'un faible niveau de résilience dans sa réaction à la récession, étant donné que beaucoup d'indicateurs ne sont pas encore revenus à leurs niveaux d'avant la récession et que le rythme de la reprise économique a été plus lent que celui des autres provinces et territoires.

Deux des facteurs déterminants de ce faible niveau de résilience sont la dépendance de l'industrie d'extraction de ressources et l'ouverture de l'économie ténosise en matière de libre circulation des personnes et des capitaux, lesquels peuvent se déplacer vers des provinces dont la situation est plus favorable lorsqu'il y a des difficultés économiques aux TNO.

Pour le GTNO, le défi consiste à déterminer et à faire progresser des occasions d'investissement qui généreront des avantages durables dans la conjoncture économique mondiale au sein de laquelle les entreprises ténosises sont en concurrence.

**Variation en pourcentage des indicateurs macroéconomiques de progrès, de l'année de référence à l'année la plus récente**



Source : Statistique Canada, Bureau de la statistique et ministère des Finances des TNO

## EXAMEN FISCAL

Le budget 2015-2016 continue dans la voie du plan financier établi au début de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative. Ce plan visait à gérer la croissance des dépenses avec prudence, pour s'assurer de disposer des excédents de fonctionnement permettant d'apporter aux infrastructures stratégiques les investissements nécessaires pour appuyer la vision de la 17<sup>e</sup> Assemblée d'une population, de familles et de collectivités fortes se partageant les bienfaits et les responsabilités découlant de l'union, de la viabilité écologique et de la prospérité des Territoires du Nord-Ouest.

### Stratégie budgétaire

Pour orienter ses décisions en matière de budget, le GTNO a adopté quatre grands objectifs budgétaires :

- protéger les programmes et services, tout en gérant la croissance des dépenses;
- maintenir un environnement fiscal stable pour soutenir l'économie;
- dégager des excédents de fonctionnement tous les ans, pour être en mesure d'investir dans l'infrastructure et de rembourser la dette, conformément aux lignes directrices précisées dans la politique de gestion responsable des finances;
- conserver un coussin de possibilités d'emprunt de 100 millions de dollars par rapport au plafond d'emprunt d'un total de 800 millions de dollars imposé par le gouvernement fédéral.

La stratégie consiste à plafonner la croissance obligatoire dans les programmes et services existants, à financer les initiatives prioritaires en utilisant à la fois les économies et de nouveaux fonds, ainsi qu'à limiter la croissance de la fonction publique. En se concentrant sur la croissance des dépenses, la stratégie budgétaire produit un cadre stable qui permet d'apporter des investissements continus dans l'infrastructure, pour faire croître l'économie et la population.

### Situation budgétaire

Depuis son budget 2010-2011, le GTNO a conservé la même stratégie, qui consiste à gérer la croissance des dépenses à un seuil inférieur à celui de la croissance des recettes, afin d'augmenter graduellement les excédents de fonctionnement nécessaires aux investissements en infrastructures. Les initiatives de gestion de la croissance des dépenses ont été fructueuses, en contribuant à dégager des excédents pendant trois années consécutives et à projeter un excédent en 2015-2016. Le GTNO a fait preuve de prudence financière dans l'établissement de son budget de fonctionnement, en limitant la croissance des dépenses liées à des programmes à une moyenne atteignant près de la moitié de son niveau d'il y a quatre ans, et en générant des excédents qui ont permis d'ajouter 100 millions de dollars de plus aux dépenses en immobilisations.

### **Résultats définitifs de l'exercice 2013-2014**

Le total des recettes de 2013-2014 a atteint 1,63 milliard de dollars, ce qui représente une baisse de 0,8 pour cent par rapport à 2012-2013, en raison de plus faibles recouvrements de dépenses des exercices précédents. Si ces derniers étaient exclus, les recettes augmenteraient de 0,4 pour cent. L'augmentation des recettes provenant de la formule de subvention des territoires et les revenus de placement ont été contrebalancés par des baisses d'autres paiements de transfert et d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.

En 2013-2014, le total des dépenses a augmenté de 3,97 pour cent, ou de 55,84 millions \$, par rapport au total de 1,54 milliard de dollars en 2012-2013. En 2013-2014, l'excédent de fonctionnement s'élevait à 94 millions de dollars, ce qui correspondait à 69 millions de dollars de moins que l'excédent de 163 millions de dollars en 2012-2013. La réduction de l'excédent de fonctionnement était attribuable à une croissance des dépenses dépassant celle des recettes en 2013-2014.

### **Budget de dépenses révisé de 2014-2015**

On prévoit que l'excédent de fonctionnement de 2014-2015 atteindra 109 millions de dollars après les ajustements, soit 91 millions de dollars de moins que ce qui était prévu dans le budget principal des dépenses. Cela est principalement attribuable aux chocs de dépenses de 75 millions de dollars, consacrées à supprimer des incendies forestiers lors d'une des pires saisons depuis des décennies et à contrebalancer des coûts de production d'électricité au moyen de carburant diesel, nécessités par les niveaux d'eau de la rivière Snare, les plus bas des 64 dernières années.

Les prévisions révisées des recettes de 2014-2015 représentent 7,8 millions de dollars de moins que le budget principal des dépenses de 2014-2015, ce qui le réduit à 1,84 milliard de dollars. La baisse de 63 millions de dollars des recettes autonomes prévues, principalement attribuable à une diminution de l'impôt des sociétés et des prévisions de redevances sur les ressources, a pour la plus grande partie été contrebalancée par une hausse de 55 millions de dollars en transferts fédéraux, consacrée essentiellement à la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et à la mise en œuvre du transfert des responsabilités.

On prévoit que les dépenses en immobilisations atteindront 323 millions de dollars en 2014-2015, soit 100 millions de plus que les prévisions du budget principal des dépenses de 2014-2015. Cette hausse est attribuable pour la plus grande part au début des travaux de construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, de même qu'à des reports de capital de l'exercice 2013-2014. On prévoit que la dette totale s'élèvera à 690 millions de dollars au 31 mars 2015. En tenant compte des autres véhicules d'emprunt aux fins du plafond d'emprunt de 800 millions de dollars imposé par le gouvernement fédéral, on prévoit que le total des emprunts du GNTO représentera 730 millions de dollars au 31 mars 2015, ce qui se traduit par des possibilités d'emprunt de 70 millions de dollars.

### **Budget 2015-2016**

Le budget 2015-2016 propose des dépenses de fonctionnement de 1,648 milliard de dollars et prévoit des recettes de 1,827 milliard de dollars. Après avoir pris en compte les contributions à l'infrastructure et les exigences de réserves supplémentaires, l'excédent de fonctionnement devrait s'élever à 147 millions de dollars.

Les investissements en infrastructures de 2015-2016, qui ont été approuvés en novembre 2014, devraient totaliser 278 millions de dollars. Cela comprend les contributions aux infrastructures. On s'attend à ce que la dette à court terme s'élève à 272 millions de dollars au 31 mars 2016. On estime que la dette à long terme directe atteindra 181 millions de dollars, alors que la dette d'organismes publics comme la Société d'énergie des TNO, la Société d'habitation des TNO et l'Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife s'élèvera à 195 millions de dollars. Après l'ajout prévu de 66 millions de dollars à d'autres véhicules d'emprunt compris dans la définition du plafond d'emprunt territorial, on s'attend à ce que les emprunts s'élèvent à 714 millions de dollars au 31 mars 2015, ce qui laisse une possibilité d'emprunt de 86 millions de dollars selon le plafond d'emprunt imposé.

## ***Recettes***

### ***Prévisions des recettes***

On prévoit que les recettes totales baisseront de 11 millions de dollars dans le budget de dépenses révisés de 2014-2015, ce qui fait passer le budget principal des dépenses de 2015-2016 à 1,83 milliard de dollars. La subvention de la formule de financement des territoires, qui continue de constituer la majorité des recettes du GTNO, augmentera de 2 pour cent en 2015-2016, ce qui représente 24 millions de dollars. On prévoit une diminution de 51 millions de dollars pour les autres transferts, principalement parce que le financement fédéral sur la mise en œuvre du transfert des responsabilités prendra fin.

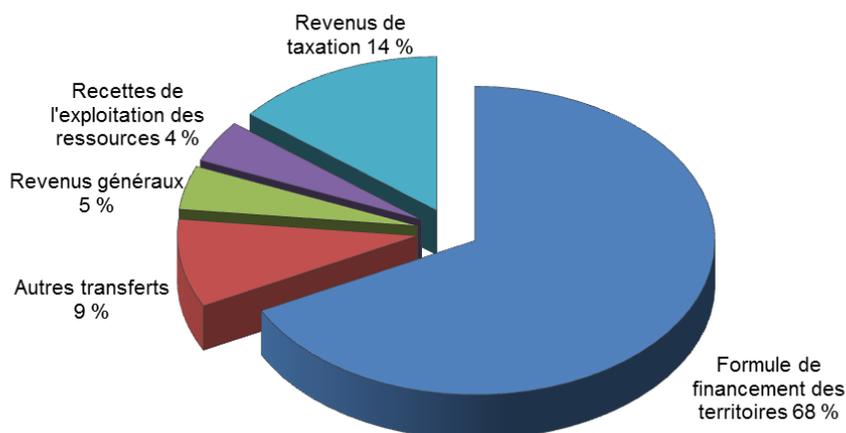
On prévoit que les recettes autonomes du GTNO constitueront 23 pour cent des recettes totales en 2015-2016. On s'attend à une hausse de 5,3 pour cent, principalement en raison d'une augmentation prévue de l'impôt sur les sociétés. La portion restante des recettes autonomes devrait demeurer stable.

### ***Initiative sur les recettes***

Le budget 2015-2016 ne comporte ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts.

Conformément à la politique existante sur l'indexation, les taux par mille d'impôt foncier et de nombreux droits seront rajustés en fonction de l'inflation, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015. Cela correspond à la politique du GTNO d'indexer, dans la mesure du possible, les taux de taxe sur le tabac et l'impôt foncier, la majoration des prix de l'alcool et les droits en fonction de l'inflation. Les taux de taxe sur le tabac et la majoration des prix de l'alcool demeureront les mêmes, en raison des préoccupations soulevées par le fait qu'il s'agit déjà des taux les plus élevés de toutes les provinces et de tous les territoires. On craint que l'instauration de hausses supplémentaires en ce moment n'entraîne des difficultés d'application.

### **Recettes du GTNO pour 2015-2016, par source**



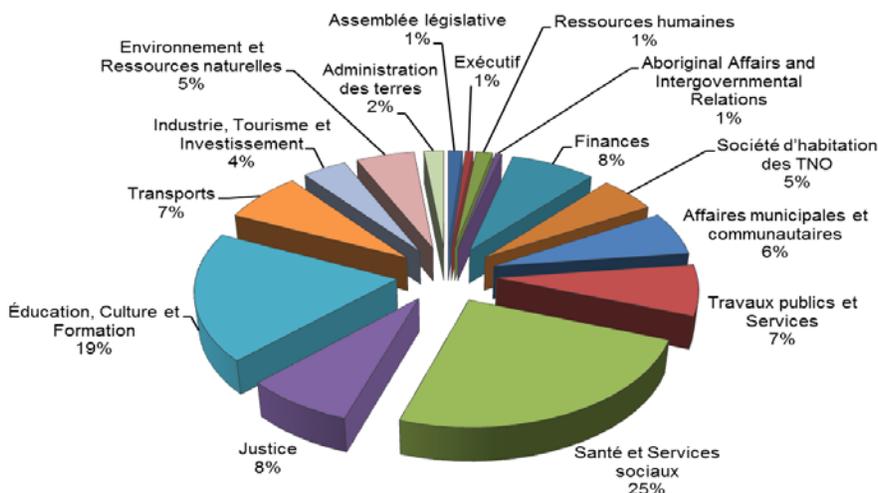
### **Dépenses de fonctionnement**

Pour les dépenses de fonctionnement, le budget 2015-2016 propose 1,618 milliard de dollars. Sur ce montant, 930 millions de dollars sont alloués aux programmes sociaux comme l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement, les services de police et le service correctionnel.

Par rapport au budget principal des dépenses 2014-2015, on prévoit que les dépenses de fonctionnement augmenteront de 35 millions de dollars. Le budget prévoit que l'augmentation des coûts relatifs aux programmes en place (croissance forcée) et d'autres ajustements atteindront 46 millions de dollars. Ces coûts seront partiellement contrebalancés par la somme de 23 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés et des réductions de 12,6 millions de dollars à divers budgets ministériels.

Pour continuer à investir dans les priorités de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, le budget 2015-2016 alloue également 24,2 millions de dollars à diverses initiatives. Cette somme provient tant de fonds nouveaux que de fonds reportés.

### Dépenses de fonctionnement pour 2015-2016, par ministère



### Initiatives

Au cours de trois premières années de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, le GTNO a collaboré avec des parties intéressées à l'élaboration de stratégies visant l'amélioration du mieux-être des résidents des TNO, la réduction du coût de la vie et la croissance de l'économie ténénoise. Au cours des trois premières années de cette Assemblée, près de 123 millions de dollars ont été investis dans de nouvelles initiatives, dont un financement pluriannuel à la Société d'énergie des TNO, pour lui permettre d'introduire graduellement des augmentations de tarifs d'énergie, et un financement ponctuel de 20 millions de dollars pour contrebalancer l'augmentation des coûts d'énergie en raison du faible niveau d'eau du système hydroélectrique de la rivière Snare.

Le budget 2015-2016 prévoit allouer 24,2 millions de dollars à de nouvelles initiatives, provenant à la fois de nouveaux fonds et de fonds reportés et tirés de divers budgets ministériels existants. Le total du financement constitué de nouveaux fonds permanents et de fonds ponctuels accordé au cours du mandat de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative s'élèvera donc à 147 millions de dollars.

### Investissements dans la population

D'ici la fin du mandat de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, 19,3 millions de dollars auront été investis dans de nouvelles initiatives visant l'atteinte du but stratégique d'une population en santé, instruite et à l'abri de la pauvreté, dont des mesures prises dans plusieurs cadres de travail établis en collaboration avec des parties intéressées, notamment le *Cadre stratégique anti-pauvreté des TNO*, le *Plan d'action en santé mentale, alcoolisme et toxicomanie*, ainsi que le *Cadre d'action sur le développement du jeune enfant*. Le budget 2015-2016 prévoit 4,9 millions pour financer des mesures visant l'amélioration de la santé et du mieux-être. Voici une description de ces initiatives :

- 1,12 million de dollars pour appuyer le *Cadre d'action sur le développement du jeune enfant*, dont 391 000 dollars pour augmenter les salaires et former le personnel des programmes de petite enfance dans plusieurs collectivités et 729 000 dollars consacrés à six postes de coordonnateurs d'intervention précoce en région, afin d'offrir des services d'intervention précoce à l'échelle communautaire, ce qui améliorera les soins dont bénéficient les jeunes enfants;

- 432 000 dollars consacrés à un projet pilote à Yellowknife et à Inuvik, pour mettre sur pied une unité pouvant intégrer les cas de trois ministères et de la Société d'habitation des TNO, tout particulièrement ceux de personnes dont les besoins sont complexes;

### Investir dans la population – de 2012-2013 à 2015-2016 (en milliers de dollars)

|  | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | TOTAL  |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|--------|
| <b>Cadre stratégique anti-pauvreté des TNO - amélioration du logement</b>  |           |           |           |           |        |
| Aliments sains pour les enfants et les jeunes  |           |           | 1,000     |           | 1,000  |
| Initiatives des ONG et des gouvernements autochtones   |           |           | 500       |           | 500    |
| Coordination et participation des parties intéressées  |           |           | 223       |           | 223    |
| Aide aux résidents qui trouvent difficilement à se loger dans des collectivités où il n'existe pas de marché locatif |           |           | 680       |           | 680    |
| Financement de refuges de jour   |           |           | 150       |           | 150    |
| Nouveau barème de logement locatif social  | 1,000     |           |           |           | 1,000  |
| Nouveau programme de supplément pour le loyer (marché locatif)   | 1,173     |           |           |           | 1,173  |
| <b>Cadre d'action sur le développement du jeune enfant</b>   |           |           |           |           |        |
| Primes de rendement et incitatifs à la formation dans le domaine de l'éducation et des soins aux jeunes enfants      |           |           | 511       | 391       | 902    |
| Coordonneurs d'intervention précoce en région  |           |           |           | 729       | 729    |
| Rayonnement des programmes Familles en santé   |           |           | 1,520     |           | 1,520  |
| <b>Santé mentale et toxicomanie</b>  |           |           |           |           |        |
| Promotion des options de traitement et de la prévention - Domaines de la santé mentale et de la toxicomanie          |           | 1,145     |           | 8         | 1,153  |
| Programme territorial de guérison dans la nature   |           |           | 900       |           | 900    |
| Développement de la résilience chez les enfants et les jeunes  |           |           | 500       |           | 500    |
| <b>Investissement en mieux-être</b>  |           |           |           |           |        |
| Services de dialyse - Programme de néphrologie du nord de l'Alberta  |           | 229       |           | 5         | 234    |
| Augmentation des préposés dans les établissements de soins prolongés   |           | 1,129     |           | 618       | 1,747  |
| Établissement de cinq postes d'agent régional d'emploi   |           |           |           | 646       | 646    |
| Programme pilote de gestion intégrée des cas   |           |           | 895       | 432       | 1,327  |
| Tribunal spécialisé en mieux-être  |           |           | 305       | 1,108     | 1,413  |
| Élargissement du programme de sages-femmes   |           | 449       | 515       | 1,006     | 1,970  |
| Agent-éducateur à Behchokò   |           |           | 129       |           | 129    |
| Programme de vaccination pour les enfants  |           | 142       |           |           | 142    |
| Financement du programme des services aux victimes et de la GRC à Tulita   |           | 247       |           |           | 247    |
| Mise en œuvre de la Stratégie sur la sécurité au sein des collectivités  | 148       |           |           |           | 148    |
| Contrat avec la GRC pour gérer les répercussions du développement  | 128       |           |           |           | 128    |
| Mise en œuvre du Cadre d'intervention sur la violence familiale –poste de coordonnateur à la GRC                     | 137       |           |           |           | 137    |
| Comités des services à l'enfance et à la famille   | 500       |           |           |           | 500    |
| Bureau d'avocat des enfants  | 150       |           |           |           | 150    |
|  | 3,236     | 3,341     | 7,828     | 4,943     | 19,348 |

- 618 000 dollars alloués à des services de soins directs dans trois installations : le manoir Aven de Yellowknife (29 lits); la maison de santé pour aînés de Fort Simpson (18 lits); et le foyer de soins spéciaux Northern Lights de Fort Smith (28 lits);
- 646 000 dollars consacrés à cinq postes d'agent régional d'emploi, pour veiller à ce que les clients bénéficiant d'aide au revenu à long terme et aptes au travail obtiennent de l'aide pour se trouver un emploi permanent;
- 1,01 million de dollars pour appuyer le programme de sages-femmes;
- 1,1 million de dollars destinés à des tribunaux spécialisés, dont le financement nécessaire à la dotation des six nouveaux postes suivants : un gestionnaire des tribunaux spécialisés, un analyste de recherche sur les programmes, deux gestionnaires de cas, un psychologue et un adjoint aux programmes, ainsi que 236 000 dollars pour déterminer la faisabilité et la mise sur pied possible d'un Tribunal spécialisé en mieux-être;

- 8 000 dollars pour promouvoir les options de traitement et la prévention dans le domaine de la santé mentale et de la toxicomanie;
- 5 000 dollars pour offrir des options de traitement continu dans le cadre du programme de néphrologie du nord de l'Alberta.

### Investir dans l'économie, de 2012-2013 à 2015-2016 (en milliers de dollars)

|  | 2012-2013     | 2013-2014     | 2014-2015     | 2015-2016    | TOTAL         |
|--|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>Soutien à la diversification et à la croissance économique</b>  |               |               |               |              |               |
| Financement des préparatifs pour accueillir les Jeux d'hiver de l'Arctique 2018  |               |               |               | 1,000        | 1,000         |
| Augmentation de la contribution au marketing de l'industrie du tourisme  |               | 600           |               |              | 600           |
| Projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie (apport en capital)  |               | 7,000         |               |              | 7,000         |
| Organisation de la réunion des ministres du Comité du commerce intérieur   | 100           |               |               |              | 100           |
| <b>Stratégie sur les perspectives économiques</b>  |               |               |               |              |               |
| Programme pilote de remise pour soutenir l'industrie du film   |               |               | 100           | 100          | 200           |
| Programme de stages en entreprise  |               |               | 100           | 100          | 200           |
| Élaboration de plans économiques régionaux   |               |               | 150           | 200          | 350           |
| Élaboration d'une stratégie agricole   |               |               | 150           | 100          | 250           |
| Soutien à l'industrie de la pêche commerciale des TNO  |               |               | 200           | 1,500        | 1,700         |
| Initiatives de promotion du tourisme   |               |               | 461           | 461          | 922           |
| Nouvelle stratégie de développement économique   | 397           |               |               |              | 397           |
| <b>Stratégie d'exploitation des minéraux</b>   |               |               |               |              |               |
| Formation professionnelle en sciences de la Terre  |               |               |               | 300          | 300           |
| Plan d'action et stratégie sur l'exploitation minière  | 643           |               |               | 1,439        | 2,082         |
| Aide à la participation des organismes et communautés autochtones  |               |               | 100           |              | 100           |
| Possibilités d'offres de services d'approvisionnement pour les entreprises ténoises  |               |               | 152           |              | 152           |
| Perfectionnement et formation des travailleurs du secteur minier   |               |               | 162           |              | 162           |
| Promotion des TNO à titre d'endroit prometteur pour l'exploration minière et les investissements en matière de développement |               |               | 200           |              | 200           |
| Étude sur le corridor d'accès à la province géologique de Slave  |               |               | 200           |              | 200           |
| Création d'un programme de mesures incitatives visant les activités minières aux TNO   |               |               | 400           |              | 400           |
| Amélioration des données et des études en sciences de la Terre   |               |               | 655           |              | 655           |
| Maximiser la résidence dans le Nord pour les travailleurs du secteur minier  | 100           |               |               |              | 100           |
| <b>Réduire le coût de la vie - Introduction graduelle des augmentations de tarif de la SÉTNO</b>                             | <b>17,600</b> | <b>11,400</b> | <b>24,800</b> | <b>-</b>     | <b>53,800</b> |
|  | <b>18,840</b> | <b>19,000</b> | <b>27,830</b> | <b>5,200</b> | <b>70,870</b> |

### Investir dans l'économie

Le budget 2015-2016 maintient des mesures d'édification d'une économie diversifiée qui offrira aux collectivités et aux régions des occasions d'emploi pour les résidents et de prospérité pour les entreprises. Ces mesures s'ajouteront à la somme de 11,98 millions de dollars allouée dans les budgets précédents de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative pour renforcer les économies régionales et mettre en œuvre les mesures définies dans la *Stratégie sur les perspectives économiques* et la *Stratégie d'exploitation des minéraux*. Le financement pluriannuel de 33,8 millions de dollars destiné à faciliter la transition vers des tarifs d'électricité plus élevés et la somme de 20 millions de dollars accordée en subsides aux consommateurs devant payer des tarifs plus élevés d'électricité générée au moyen de carburant diesel en 2014 font partie des mesures de réduction du coût de la vie. Le total des investissements dans l'économie au cours du mandat de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative s'élève à 71 millions de dollars. Le budget 2015-2016 propose

d'allouer 5,2 millions de dollars aux nouvelles initiatives suivantes qui permettront de stimuler l'économie :

- 1 million de dollars pour soutenir les préparatifs et l'accueil des Jeux d'hiver de l'Arctique 2018 dans une collectivité ou un groupe de collectivités à l'extérieur de Yellowknife;
- 2,46 millions de dollars consacrés à des initiatives soutenant la Stratégie sur les perspectives économiques, dont l'établissement d'un bureau des congrès, des fonds pour la stratégie agricole, un projet pilote dans le domaine de l'industrie cinématographique, un programme de stages en entreprise et des fonds pour soutenir l'industrie de la pêche commerciale;
- 1,74 million de dollars pour soutenir les mesures relevant de la *Stratégie d'exploitation des minéraux*, dont le financement du programme de formation d'aide de terrain dans le domaine des sciences de la Terre et d'un poste de coordonnateur chargé de la liaison dans ce domaine, l'embauche d'un géophysicien, d'un géochimiste et d'un agent de développement de l'exploitation minière dans le Nord. Le financement servira aussi à soutenir des programmes de mesures incitatives dans le domaine de l'exploration, combler les déficits de ressources scientifiques et assurer la coordination entre les segments de marchés industriels.

### ***Investir dans le secteur énergétique***

Le budget 2015-2016 ajoute 4 millions de dollars en initiatives continues visant à diminuer la dépendance du territoire à l'égard des sources d'énergie non renouvelables, en ayant pour but de réduire le coût de la vie et les émissions de gaz à effet de serre aux TNO. Voici la liste des investissements :

- 700 000 dollars alloués à la Société d'énergie des TNO pour installer des panneaux solaires sur 30 logements sociaux dans six collectivités, pour alimenter les systèmes mécaniques et électriques;
- 500 000 dollars destinés à un projet de génération d'énergie photovoltaïque à Colville Lake, dont les panneaux solaires seront intégrés à une nouvelle centrale à diesel, à un système d'accumulateurs et à des éoliennes, pour diversifier les sources de génération d'énergie et augmenter la fiabilité globale du système;
- 450 000 dollars pour promouvoir les projets communautaires sur le biocombustible et l'évaluation des projets relatifs au biocombustible;
- 400 000 dollars en financement supplémentaire pour maintenir la présence des conseillers régionaux en matière d'énergie de l'Arctic Energy Alliance dans les régions de Beaufort-Delta, du Sahtu, des Tlicho, du Slave Sud et du Deh Cho, ce qui porte le total du financement à 1,13 million par année;
- 400 000 dollars pour convertir tous les réverbères à vapeur de sodium à haute pression en place dans les collectivités desservies par des centrales thermiques de la SÉTNO par des réverbères à diodes électroluminescentes (DEL) plus efficaces;
- 300 000 dollars pour le programme de remplacement des radiateurs à eau chaude, qui vise à remplacer les radiateurs à eau chaude domestiques avec des radiateurs alimentés au mazout ou au propane dans les collectivités ne bénéficiant pas de sources d'énergie hydroélectrique, pour réduire les coûts de fonctionnement et augmenter l'efficacité énergétique globale;

- 200 000 dollars pour des programmes d'efficacité énergétique, dont des améliorations aux activités et initiatives actuelles en conservation de l'énergie dans le secteur commercial et pour fournir aux entreprises des mises de fonds leur permettant d'augmenter leur efficacité énergétique;
- 325 000 dollars consacrés à des initiatives sur le gaz naturel liquéfié (GNL), dont 175 000 dollars pour financer une étude de la faisabilité d'une usine située à Yellowknife qui pourrait alimenter les mines de la région du Slave Nord en électricité, tout en maintenant un excédent suffisant au sein du système hydroélectrique de la rivière Snare, et 150 000 dollars pour poursuivre les travaux réalisés à ce jour à Fort Simpson, en étudiant la faisabilité d'une usine de liquéfaction du gaz naturel dans l'une des trois collectivités candidates, soit Fort Liard, Fort MacPherson et Tuktoyaktuk;
- 175 000 dollars pour étudier la faisabilité d'un développement d'énergie éolienne à grande échelle soit à Storm Hills, à 50 kilomètres au nord d'Inuvik, soit à un emplacement plus près d'Inuvik où la production énergétique serait plus faible, mais les dépenses en immobilisations moins élevées; les stations de mesure du vent situées à Storm Hills ont déterminé la présence de vents d'une très grande force;
- 125 000 dollars pour faire progresser l'implantation de la technologie intelligente de réseau faisant appel à l'énergie solaire dans les collectivités en étudiant les profils de charge, afin d'élaborer un système de contrôle de la charge qui augmente l'efficacité de la consommation du carburant diesel et l'utilisation de l'énergie renouvelable;

## Amélioration de la conservation d'énergie et promotion des sources d'énergie de remplacement (en milliers de dollars)

|  | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | TOTAL  |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|--------|
| <b>Secteur énergétique</b>   |           |           |           |           |        |
| Projet de démonstration de véhicules électriques   |           |           | 15        | 15        | 30     |
| Surveillance du niveau de l'eau - Potentiel hydroélectrique  |           | 50        | 50        | 50        | 150    |
| Développement de projets d'énergie éolienne  |           |           | 100       | 50        | 150    |
| Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique                                     | 150       | 100       | 100       | 100       | 450    |
| Programme de technologies d'énergie de remplacement  |           | 100       | 100       | 100       | 300    |
| Génération d'électricité à partir de la chaleur résiduelle   |           |           |           | 100       | 100    |
| Projet pilote de réseau intelligent  |           | 125       | 125       | 125       | 375    |
| Projet de conversion au gaz naturel  |           |           |           | 150       | 150    |
| Étude de faisabilité d'une usine de liquéfaction du gaz naturel                                    |           |           | 150       | 175       | 325    |
| Faisabilité d'un développement d'énergie éolienne à Storm Hills                                    |           |           |           | 175       | 175    |
| Programme de conservation et d'efficacité énergétiques pour les entreprises                        | 200       | 200       | 200       | 200       | 800    |
| Programme de remplacement des radiateurs à eau chaude  |           |           |           | 300       | 300    |
| Financement de base pour des conseillers en matière d'énergie - Arctic Energy Alliance             | 200       | 125       | 400       | 400       | 1,125  |
| Projet de conversion des réverbères à vapeur de sodium à haute pression en réverbères à DEL        |           |           |           | 400       | 400    |
| Financement, promotion et évaluation des projets de chauffage à la biomasse                        |           | 400       | 450       | 450       | 1,300  |
| Production d'électricité par énergie solaire photovoltaïque à Colville Lake                        |           |           |           | 500       | 500    |
| Améliorations de l'efficacité énergétique des logements sociaux                                    | 700       | 700       | 700       | 700       | 2,800  |
| Raccordement hydroélectrique de Whatl - Établissement des coûts définitifs et conception           |           | 250       | 1,400     |           | 1,650  |
| Financement de base de la Northwest Territory Energy Corporation                                   | 700       | 700       | 700       |           | 2,100  |
| Pré-faisabilité du projet de minicentrale hydroélectrique à la rivière Great Bear                  |           |           | 200       |           | 200    |
| Installation de centrales d'électricité produite par énergie solaire photovoltaïque                |           | 250       | 500       |           | 750    |
| Stratégie sur les gaz à effet de serre   |           | 200       | 200       |           | 400    |
| Solutions de gaz naturel liquide à Inuvik  |           | 100       |           |           | 100    |
| Projet de démonstration d'énergie éolienne à l'échelle communautaire                               |           | 100       |           |           | 100    |
| Renouvellement des plans énergétiques aux TNO  | 150       |           |           |           | 150    |
| Stratégie sur l'énergie à la biomasse  | 100       |           |           |           | 100    |
| Options de biomasse à court terme pour Inuvik  | 100       |           |           |           | 100    |
| Options de biomasse à moyen terme et à long terme pour Inuvik                                      | 100       |           |           |           | 100    |
| Solutions sur le potentiel hydroélectrique et les sources d'énergie renouvelables dans les régions | 100       |           |           |           | 100    |
| Système de chaudières électriques (Fort Smith)   | 400       |           |           |           | 400    |
| Chaudière alimentée aux granulés de bois (Fort Providence)   | 450       |           |           |           | 450    |
| Recherche sur les répercussions du changement climatique sur les infrastructures                   | 142       |           |           |           | 142    |
|  | 3,492     | 3,400     | 5,390     | 3,990     | 16,272 |

- 100 000 dollars de fonds supplémentaires pour soutenir le Programme des technologies d'énergie de remplacement, qui assume jusqu'à la moitié des coûts de projets relatifs à la biomasse et à d'autres sources d'énergie renouvelable;
- 100 000 dollars consacrés au Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique, pour contribuer à absorber les coûts initiaux que doivent assumer les consommateurs pour augmenter leur efficacité énergétique;
- 100 000 dollars pour étudier la faisabilité d'installer un générateur à cycle de Rankine à caloporteur organique dans l'une des collectivités desservies par des centrales héliothermiques, afin de récupérer la chaleur résiduelle d'une centrale électrique, pour produire encore plus d'électricité;

- 50 000 dollars pour continuer de surveiller le niveau de l'eau de la rivière Kakisa, afin de mieux comprendre son hydrologie et son potentiel hydroélectrique; la station hydrométrique a été aménagée en 2013 et le maintien du financement fournira des données échelonnées sur deux ans;
- 50 000 dollars consacrés au programme de mesure des vents aux TNO administré par l'Institut de recherche Aurora, pour des projets situés à Yellowknife, à Inuvik, à Colville Lake et dans une autre collectivité qui reste à déterminer;
- 15 000 dollars destinés à un projet de démonstration de véhicules électriques, faisant suite à la mise à jour sur les véhicules électriques publiée par l'Arctic Energy Alliance en 2013; ce projet déterminera la demande en matière de véhicules électriques, ainsi que les modèles qui fonctionnent adéquatement et efficacement aux TNO.

### **Soutenir notre environnement**

Le budget 2015-2016 continue de soutenir l'intendance environnementale, pour garantir un environnement durable aux générations présentes et futures en allouant 1,27 million de dollars à de nouvelles initiatives, notamment :

- 577 000 dollars pour reprendre l'exploitation du laboratoire environnemental Taïga. Il est prévu que ces coûts supplémentaires seront partiellement contrebalancés par les recettes des activités de cette installation.
- 694 000 dollars pour établir le Centre de géomatique de l'ouest de l'Arctique, dont les trois employés offriront des services géomatiques comme la télédétection et le soutien à la recherche.

### **Soutien à l'intendance environnementale (en milliers de dollars)**

|   | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | TOTAL |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-------|
| <b>Gérance environnementale</b>                   |           |           |           |           |       |
| Centre de géomatique de l'ouest de l'Arctique     |           |           |           | 694       | 694   |
| Laboratoire environnemental Taïga                 |           |           |           | 577       | 577   |
| Plan d'action de la Stratégie de gérance des eaux | 905       |           |           |           | 905   |
| Surveillance des eaux                             | 100       |           |           |           | 100   |
|   | 1,005     | -         | -         | 1,271     | 2,276 |

### **Investir dans l'amélioration de la prestation de services**

D'ici la fin de son mandat, la 17<sup>e</sup> Assemblée législative aura consacré 19,6 milliards de dollars à augmenter l'efficacité et l'efficacités des programmes, afin d'améliorer leurs retombées, pour les résidents et les entreprises, lors de leurs transactions avec le gouvernement territorial. Le budget 2015-2016 poursuit ces initiatives, en accordant un total de 5,6 millions de dollars à de nouvelles mesures ou à des mesures qui sont déjà en cours, dont :

- 2,47 millions de dollars pour améliorer la prestation des services et des communications en français;
- 1,54 million de dollars pour mettre à niveau les systèmes informatiques des administrations de soins de santé et de services sociaux régionales et pour les intégrer à un Centre de services technologiques en systèmes de partage de l'information qui en assurera l'administration et le soutien à l'échelle territoriale;

### Amélioration de la prestation des services, de 2012-2013 à 2015-2016 (en milliers de dollars)

|   | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | TOTAL  |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|--------|
| <b>Prestation de services et développement de la gouvernance</b>  |           |           |           |           |        |
| Amélioration de la capacité de gouvernance clinique   |           | 550       |           | 12        | 562    |
| Mise en œuvre des dossiers médicaux électroniques   |           | 489       |           | 14        | 503    |
| Réseau de soutien territorial pour les évacuations et les déplacements pour raisons médicales             |           | 472       |           | 29        | 501    |
| Augmentation des ententes collectives - Services partagés et innovation                                   |           |           |           | 40        | 40     |
| Phase finale du Centre de services d'approvisionnement partagés   |           |           |           | 47        | 47     |
| Entente sur les analyses biologiques  |           |           |           | 83        | 83     |
| Installation d'entreposage de collections géologiques   |           |           |           | 85        | 85     |
| Regroupement des emplois liés au secteur énergétique au sein du MTPS                                      |           |           |           | 210       | 210    |
| Rétention des postes de planification au MAMC   |           |           |           | 268       | 268    |
| Coûts associés au bail du Centre de services d'information du MSS   |           |           |           | 321       | 321    |
| Initiatives de décentralisation   |           |           |           | 813       | 813    |
| Centre de services technologiques en systèmes de partage de l'information des administrations de la santé |           |           |           | 1,219     | 1,219  |
| Amélioration de la prestation des programmes et des services au public en français                        | 150       |           |           | 2,470     | 2,620  |
| Financement des services d'ambulance terrestre et de secourisme routier                                   |           |           | 350       |           | 350    |
| Coûts de rétrofacturation des ASSSS au CST  |           |           | 391       |           | 391    |
| Formation des préposés aux services de soutien à la personne en établissement de soins prolongés          |           |           | 604       |           | 604    |
| Financement supplémentaire du Programme de logement pour les employés existant                            |           |           | 783       |           | 783    |
| Réseau de soutien territorial pour les évacuations et déplacements pour raisons médicales                 |           |           | 790       |           | 790    |
| Résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus  |           |           | 1,400     |           | 1,400  |
| Financement de la pénurie de services de santé découlant de l'élimination de l'IVSST                      |           |           | 7,204     |           | 7,204  |
| Élaboration d'un Cadre décisionnel en matière d'investissements énergétiques                              |           | 100       |           |           | 100    |
| Unité de consultation des Autochtones   | 50        |           |           |           | 50     |
| Programme d'arpentage pour l'administration des terres  | 185       |           |           |           | 185    |
| Programme des activités régionales en matière d'administration des terres                                 | 462       |           |           |           | 462    |
|   | 847       | 1,611     | 11,522    | 5,611     | 19,591 |

- 813 000 dollars de mesures de décentralisation comprenant les coûts associés au déménagement du Bureau des parcs territoriaux de Yellowknife à Hay River et des améliorations locatives;
- 268 000 dollars versés à Affaires municipales et communautaires pour embaucher un Agent chargé des politiques et un planificateur communautaire;
- 210 000 dollars pour regrouper les emplois liés au secteur énergétique au sein de Travaux publics et Services;
- 85 000 dollars pour construire un entrepôt de collections géologiques;
- 83 000 dollars pour financer l'entente sur les analyses biologiques;
- 47 000 dollars pour financer la phase finale de la création du Centre de services d'approvisionnement partagés au sein du GTNO;
- 40 000 dollars pour compenser le financement qui n'est plus versé par l'Initiative de viabilité du système de santé des territoires (IVSST);

- 29 000 dollars consacrés à un projet pilote de triage de services d'évacuation médicale après les heures normales de travail, dans le cadre du Réseau de soutien territorial (RST); le RST offre des services de soutien à distance entre praticiens lors du triage et de la coordination des évacuations pour urgence médicale, ainsi que des services de soutien clinique d'urgence aux fournisseurs de soins de santé en région éloignée, 24 heures sur 24 et 365 jours par an;
- 14 000 dollars de plus pour poursuivre l'informatisation des dossiers médicaux;
- 12 000 dollars pour des normes de gouvernance clinique et du contrôle, pour s'assurer de l'application de pratiques exemplaires dans le domaine des soins de santé.

### ***Activités de mise en œuvre du transfert des responsabilités***

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014, le GTNO assume les responsabilités liées à la gestion des terres, des eaux et des ressources des TNO. Pour administrer les programmes et les services transférés par le gouvernement fédéral, le budget 2014-2015 comprenait un ajustement de 67 millions de recettes à la base de dépenses brutes de la subvention de la formule de financement des territoires. Il prévoyait aussi des dépenses de 59 millions de dollars pour s'acquitter des responsabilités et des obligations énoncées dans l'entente sur le transfert des responsabilités. Celles-ci comprenaient notamment la création d'un ministère de l'Administration des terres, l'octroi de nouvelles responsabilités au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles et au ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement. Une réserve de 10 millions de dollars a été mise de côté, pour les autres dépenses associées au transfert des responsabilités qui pourraient se présenter.

Le budget 2015-2016 ajoute 3,34 millions de dollars pour terminer la mise en œuvre du transfert des responsabilités et pour financer les activités nécessaires à l'exécution des nouvelles responsabilités liées à la gestion des programmes sur les ressources qui n'avaient pas été définies aux étapes initiales du processus de mise en œuvre, notamment :

- 1,15 million de dollars pour remédier aux retombées des dernières mesures de mise en œuvre du transfert des responsabilités sur les budgets ordinaires des ministères;
- 1 million de dollars pour établir une nouvelle Division des responsabilités et assurances financières, ainsi que pour coordonner la gestion des garanties financières visant la mise en valeur des ressources, afin de garantir que les sociétés respecteront leurs obligations de fermeture et de remise en état des sites touchés;
- 400 000 dollars de fonds supplémentaires alloués aux services d'évaluation des diamants, pour la perception des redevances afférentes aux diamants, conformément au Règlement sur l'exploitation minière;
- 143 000 dollars pour établir un poste de spécialiste des terres et des ressources au sein du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement;
- 139 000 dollars pour embaucher un autre agent de gestion des ressources au ministère de l'Administration des terres;
- 220 000 dollars pour continuer à financer le Bureau de réglementation du secteur du pétrole et du gaz au sein du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement;

- 133 000 dollars pour embaucher un conseiller en législation au ministère de l'Administration des terres;
- 151 000 dollars pour embaucher un coordonnateur de l'administration de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*.

### Mise en œuvre du transfert des responsabilités (en milliers de dollars)

|   | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | TOTAL |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-------|
| <b>Mise en œuvre du transfert des responsabilités</b>   |           |           |           |           |       |
| Négociations – Entente sur le transfert des responsabilités et le partage des recettes d'exploitation | 1,964     |           |           |           | -     |
| Activités de mise en œuvre du transfert des responsabilités   | 6,071     | 6,071     |           | 1,151     | 1,151 |
| Division des responsabilités et assurances financières  |           |           |           | 1,006     | 1,006 |
| Contrat de services d'évaluation des diamants   |           |           |           | 400       | 400   |
| Le Bureau de réglementation du secteur du pétrole et du gaz   |           |           |           | 220       | 220   |
| Coordonnateur de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i>                |           |           |           | 151       | 151   |
| Spécialiste des terres et des ressources  |           |           |           | 143       | 143   |
| Agent de gestion des ressources (Administration des terres)   |           |           |           | 133       | 133   |
| Conseiller juridique (Administration des terres)  |           |           |           | 139       | 139   |
| Financement pour la participation des gouvernements autochtones au transfert des responsabilités      | 1,266     |           |           |           | -     |
|   | 9,301     | 6,071     | -         | 3,343     | 3,343 |

\*N'inclut pas le financement compris dans le budget 2014-2015 ou découlant des affectations supplémentaires en 2014-2015.

### Infrastructures

Le budget des immobilisations 2015-2016, qui a été approuvé en novembre 2014, prévoit des investissements de 249 millions de dollars dans les infrastructures ainsi que de 28 millions de dollars dans des contributions aux infrastructures dans les collectivités. Le budget principal des dépenses 2015-2016 comprend aussi 36 millions de dollars en investissements dans le logement, qui seront effectués par la Société d'habitation des TNO (SHTNO). En comptant l'investissement proposé pour la SHTNO, le total des investissements prévus pour les infrastructures s'élèvera à 314 millions de dollars en 2015-2016.

Ce plan représente la deuxième année d'une augmentation échelonnée sur deux ans qui ajoutait 50 millions de dollars annuellement au plan d'immobilisations. Même si cette augmentation à court terme contribuera à s'attaquer à certaines des priorités cruciales en matière d'infrastructures, le GTNO continuera dorénavant de se trouver devant un déficit infrastructurel important.

Au nombre des éléments importants du plan 2015-2016 pour l'infrastructure, mentionnons :

- 108 millions de dollars pour des routes et des routes d'hiver, ce qui comprend le financement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, en partie assumé par le gouvernement fédéral;
- 84 millions de dollars pour des remplacements, des rénovations et des mises à niveau des systèmes d'information dans les établissements de santé, dont le financement nécessaire aux rénovations de l'hôpital territorial Stanton;

- 28 millions de dollars en méthode de financement préétablie pour les infrastructures communautaires;
- 15 millions de dollars pour de petits projets d'immobilisations dans l'ensemble des ministères;
- 7 millions de dollars pour commencer à remplacer le parc d'avions-citernes qui permet de réaliser les activités de suppression d'incendies forestiers;
- 6 millions de dollars pour des projets de technologies d'information;
- 3 millions de dollars pour poursuivre le programme du fonds de rénovations des immobilisations, afin d'augmenter l'efficacité énergétique des édifices du GTNO, ce qui comprend l'installation de systèmes de chauffage à la biomasse;
- 2,5 millions de dollars pour des améliorations qui seront apportées aux parcs des TNO.

En 2014-2015, le GTNO a conclu une entente avec le gouvernement fédéral de 258 millions de dollars en infrastructures échelonnés sur dix ans. Ces fonds seront versés au GTNO et aux administrations municipales en vertu du nouveau Fonds Chantiers Canada. Une demande de crédits supplémentaires sera présentée lors de la session de février-mars 2015 de l'Assemblée législative pour inclure les premiers projets du Nouveau Plan Chantiers Canada dans le Plan d'acquisition des infrastructures de 2015-2016.

## Perspectives à moyen terme

Au cours de la période de quatre ans s'échelonnant de 2015-2016 à 2019-2020, on prévoit une croissance des recettes totales de 0,44 pour cent, ou environ 0,1 pour cent annuellement, alors que les dépenses devraient croître de 8,4 pour cent, ou environ 2,1 pour cent par an. La croissance des dépenses est calculée en présumant une croissance forcée (coûts accrus des programmes et services existants) de 1,5 pour cent annuellement, l'absence de nouvelles initiatives – à moins de pouvoir réaffecter des fonds tirés des budgets ministériels existants –, et un budget annuel d'immobilisation de 75 millions de dollars.

Selon les prévisions budgétaires et les plans de dépenses en immobilisations à l'heure actuelle, le GTNO ne sera pas en mesure de conserver un coussin de possibilités d'emprunt de 100 millions de dollars par rapport au plafond d'emprunt d'un total de 800 millions de dollars, parce que les excédents de fonctionnement plus modestes se traduiront par davantage d'emprunts à court terme.

Il sera difficile d'augmenter les recettes. L'activité économique ténoséenne ne se situe qu'aux quatre cinquièmes du niveau où elle en était en 2007, parce que la production des ressources est en déclin et que les investissements de capital des entreprises commerciales ont beaucoup diminué. Les faibles niveaux d'activité économique sont la cause principale de la croissance nulle de la population des TNO depuis 2004.

Les deux-tiers des recettes du GTNO proviennent de la subvention de la formule de financement des territoires, sur laquelle il lui est impossible d'exercer de l'influence. Au cours des quatre prochaines années, on prévoit que le droit du GTNO à une augmentation de la formule de financement des territoires sera d'environ 0,3 pour cent, en raison des hypothèses sur les dépenses des gouvernements provinciaux et locaux, ainsi que des taux de croissance

démographique au TNO, qui sont les principales variables déterminant cette augmentation. Les tentatives des provinces de revenir à des budgets équilibrés au moyen de la réduction des dépenses, ainsi que la démographie stagnante ou à la baisse des TNO, contribueront à ralentir l'augmentation de la subvention de la formule de financement des territoires et, par conséquent, contribuera à diminuer les recettes totales des TNO.

Pour répondre au besoin de croissance économique, le GTNO a adopté plusieurs stratégies, afin de contribuer à créer l'environnement propice à une économie plus robuste et plus dynamique, en se fixant l'objectif d'augmenter la population des TNO de 2000 personnes d'ici l'année 2019. De plus, le GTNO continuera de collaborer avec le gouvernement fédéral pour augmenter le plafond d'emprunt imposé par ce dernier, en tenant compte du fait que la plupart des emprunts actuels du GTNO s'autofinancent et du rôle essentiel des infrastructures dans la croissance de l'économie des TNO.

Toutefois, les mesures d'augmentation des recettes constituent une stratégie à long terme. Le maintien de la viabilité financière à moyen terme exigera l'adoption d'un plus grand nombre de mesures sur les dépenses. La stratégie budgétaire a consisté à maintenir la croissance des dépenses à un seuil inférieur à celui de la croissance des recettes, afin d'augmenter les excédents de fonctionnement permettant de rembourser la dette et de dépenser davantage en immobilisations. Selon les prévisions actuelles en matière de recettes, le maintien de la croissance des dépenses au même niveau que la croissance nulle des recettes exigera, à lui seul, d'apporter des réductions aux programmes et services existants dans les prochains budgets.

### **Perspectives à moyen terme**

(en millions de dollars)

|   | Réels<br>2013-2014 | Projections<br>2014-2015 | Projections<br>2015-2016 | Projections<br>2016-2017 | Projections<br>2017-2018 | Projections<br>2018-2019 | Projections<br>2019-2020 |
|---|--------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>SOMMAIRE DES DONNÉES D'EXPLOITATION</b>                    |                    |                          |                          |                          |                          |                          |                          |
| Recettes  | 1,632              | 1,837                    | 1,827                    | 1,820                    | 1,885                    | 1,858                    | 1,835                    |
| Dépenses <sup>1</sup>   | (1,538)            | (1,727)                  | (1,680)                  | (1,699)                  | (1,733)                  | (1,760)                  | (1,822)                  |
| Excédent de fonctionnement (déficits)                         | <b>94</b>          | <b>109</b>               | <b>147</b>               | <b>121</b>               | <b>152</b>               | <b>98</b>                | <b>13</b>                |
| <b>DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS</b>                            |                    |                          |                          |                          |                          |                          |                          |
|   | <b>185</b>         | <b>234</b>               | <b>235</b>               | <b>204</b>               | <b>155</b>               | <b>124</b>               | <b>117</b>               |
| Excédent de trésorerie accumulé (déficit) au 31 mars          | (158)              | (287)                    | (272)                    | (281)                    | (250)                    | (172)                    | (121)                    |
| Dette à long terme et total de la dette garantie <sup>2</sup> | (444)              | (443)                    | (442)                    | (520)                    | (510)                    | (500)                    | (638)                    |
| Total de la dette au 31 mars                                  | <b>(602)</b>       | <b>(730)</b>             | <b>(714)</b>             | <b>(801)</b>             | <b>(760)</b>             | <b>(672)</b>             | <b>(759)</b>             |
| <b>LIMITE D'EMPRUNT AUTORISÉE</b>                             |                    |                          |                          |                          |                          |                          |                          |
|   | 800                | 800                      | 800                      | 800                      | 800                      | 800                      | 800                      |
| <b>CAPACITÉ D'EMPRUNT DISPONIBLE</b>                          |                    |                          |                          |                          |                          |                          |                          |
|   | <b>198</b>         | <b>70</b>                | <b>86</b>                | <b>(1)</b>               | <b>40</b>                | <b>128</b>               | <b>41</b>                |

<sup>1</sup> Comprend les contributions aux infrastructures dans les collectivités.

<sup>2</sup> Comprend la Société d'énergie des TNO, la NWT Energy Corporation et la Société d'habitation des TNO, la dette contractée pour financer la. Le total peut ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels, car il a été arrondi.

### ***Risques pour les perspectives***

À l'heure actuelle, le risque d'endettement est considéré comme étant négligeable, car les frais de service de la dette absorbent moins d'un pour cent du total des recettes totales, en raison d'un niveau d'endettement général relativement bas et des faibles taux d'intérêt courants.

Toutefois, le GTNO court de nombreux autres risques budgétaires :

- La dépendance de l'économie ténosaise à l'égard des industries des ressources. Même si le secteur public est le plus important facteur déterminant de l'économie ténosaise, les industries des ressources y jouent aussi un rôle considérable. Les activités du secteur des ressources sont très variables. Leurs retombées et leurs répercussions économiques sur les recettes du GTNO peuvent fluctuer considérablement d'une année à l'autre. Ces activités ont des effets sur la croissance économique à long terme de même que sur la volatilité des recettes autonomes annuelles du GTNO.
- La volatilité des recettes. Traditionnellement, l'impôt sur les sociétés a constitué la source de recettes autonomes la plus volatile du GTNO. Mais au fil du temps, la subvention de la formule de financement des territoires réagit aux modifications des revenus d'impôt. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014, le GTNO perçoit des recettes d'exploitation des ressources, qui peuvent aussi être volatiles. La variabilité de ces recettes ne sera pas contrebalancée par la formule de financement des territoires, parce que le calcul de cette formule n'en tient pas compte. Comme ces recettes sont fortement corrélées aux fluctuations du prix des produits de base, aux fluctuations des taux de change et aux décisions opérationnelles des exploitants des ressources, il est difficile d'établir des prévisions à leur égard. En ce qui a trait au budget de fonctionnement, le risque de perturbations importantes en matière de recettes d'exploitation des ressources est grandement neutralisé par la détermination du GTNO de ne pas utiliser ces recettes pour les activités de fonctionnement, et de les consacrer plutôt au Fonds du patrimoine, au remboursement de la dette et aux infrastructures.
- La croissance ralentie des recettes. La subvention de la formule de financement des territoires représente les deux tiers des recettes totales, ce qui donne une stabilité considérable au budget d'une année à l'autre. Toutefois, l'augmentation de la subvention dépend largement de la croissance de la population ténosaise par rapport aux dépenses des gouvernements fédéral, provinciaux et locaux. La croissance démographique nulle ou à la baisse, comme ce fut le cas en 2014, à laquelle s'ajoutent d'autres mesures d'austérité budgétaire de la part des gouvernements provinciaux et locaux, se traduira par une augmentation moindre de cette subvention.
- Pressions continues sur les dépenses de fonctionnement. Des pressions continues se font sentir pour améliorer les existants et pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives, alors que les dépenses relatives aux programmes et services existants ne diminuent pas. Même si le GTNO a réalisé des progrès constants dans la réduction du taux de croissance des dépenses liées aux programmes, il faudra accomplir des efforts continus pour veiller à ce que cette croissance corresponde à la croissance des recettes. Sinon, la situation budgétaire peut se détériorer.
- Dépenses imprévues et dépassement des coûts des projets d'immobilisations. Les bouleversements des dépenses de fonctionnement correspondent habituellement à des événements imprévus comme des besoins extraordinaires de lutte contre les incendies ou d'autres catastrophes naturelles. Lorsqu'on entreprend des projets d'immobilisations considérables, le risque de dépassements des coûts des dépenses en immobilisations pouvant avoir une incidence sur le cadre financier est plus élevé.

## Résumé des dépenses de fonctionnement

|  | (en milliers de dollars)                |                                     |   |                 |
|--|---|-------------------------------------|---|-----------------|
|  | Budget principal des dépenses 2015-2016 | Budget de dépenses révisé 2014-2015 | Budget principal des dépenses 2014-2015 | Réels 2013-2014 |
| <b>RECETTES</b>  | <b>1,826,794</b>                        | 1,837,716                           | 1,845,501                               | 1,631,779       |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>  |   |                                     |   |                 |
| Rémunération et avantages sociaux  | 376,235                                 | 360,370                             | 351,872                                 | 320,883         |
| Subventions, contributions et transferts                                   | 762,611                                 | 770,142                             | 750,665                                 | 691,751         |
| Amortissement  | 80,990                                  | 80,874                              | 85,233                                  | 77,019          |
| Rétrofacturation   | 18,070                                  | 17,910                              | 17,826                                  | 17,070          |
| Ordinateurs et logiciels   | 5,905                                   | 6,186                               | 6,080                                   | 7,436           |
| Services en sous-traitance   | 209,418                                 | 249,793                             | 210,418                                 | 193,235         |
| Actif contrôlables   | 4,016                                   | 3,992                               | 3,971                                   | 4,376           |
| Honoraires et indemnités   | 82,818                                  | 82,508                              | 82,501                                  | 90,418          |
| Perte de change des devises étrangères                                     | -                                       | -                                   | -                                       | -               |
| Intérêt  | 11,604                                  | 13,153                              | 13,153                                  | 10,570          |
| Perte à la vente d'actifs  | -                                       | -                                   | -                                       | 306             |
| Matériel et fournitures  | 19,702                                  | 25,534                              | 19,484                                  | 20,659          |
| Services acquis  | 14,164                                  | 13,907                              | 12,352                                  | 12,802          |
| Déplacements   | 19,779                                  | 27,175                              | 20,062                                  | 17,832          |
| <b>Services publics</b>  | <b>39,739</b>                           | 40,218                              | 36,836                                  | 38,719          |
| Provisions pour moins-value  | 2,469                                   | 2,469                               | 2,469                                   | 2,963           |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEVANT ÊTRE VOTÉ</b>               | <b>1,647,520</b>                        | 1,694,231                           | 1,612,922                               | 1,506,039       |
| <b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) AVANT AJUSTEMENTS</b>              | <b>179,274</b>                          | 143,485                             | 232,579                                 | 125,740         |
| Contributions à l'infrastructure   | (28,463)                                | (33,906)                            | (29,263)                                | (31,444)        |
| Entretien différé  | (4,149)                                 | (3,400)                             | (3,400)                                 | -               |
| Profit net (perte nette) du Fonds de stabilisation des produits pétroliers | 64                                      | 454                                 | 178                                     | (284)           |
| Réserve supplémentaire   | (30,000)                                | (18,000)                            | (30,000)                                | -               |
| <b>Péremption de crédits estimée</b>                                       | <b>30,000</b>                           | 20,000                              | 30,000                                  | -               |
| <b>TRAVAUX RÉALISÉS POUR LE COMPTE D'AUTRUI</b>                            |   |                                     |   |                 |
| Recouvrements  | 76,560                                  | 83,913                              | 50,654                                  | 60,649          |
| Dépenses   | (76,560)                                | (83,913)                            | (50,654)                                | (60,649)        |
| <b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE</b>                          | <b>146,726</b>                          | 108,633                             | 200,094                                 | 94,012          |
| <b>EXCÉDENT ACCUMULÉ, DÉBUT DE L'EXERCICE</b>                              | <b>1,272,101</b>                        | 1,163,468                           | 877,342                                 | 1,069,456       |
| <b>EXCÉDENT ACCUMULÉ, FIN DE L'EXERCICE</b>                                | <b>1,418,827</b>                        | 1,272,101                           | 1,077,436                               | 1,163,468       |

## Résumé des recettes

|   | (en milliers de dollars)                |                                     |   |                 |
|---|---|-------------------------------------|---|-----------------|
|   | Budget principal des dépenses 2015-2016 | Budget de dépenses révisé 2014-2015 | Budget principal des dépenses 2014-2015 | Réels 2013-2014 |
| <b>SUBVENTION DU CANADA</b>                               | <b>1,232,755</b>                        | 1,208,840                           | 1,208,840                               | 1,121,244       |
| <b>PAIEMENTS DE TRANSFERTS</b>                            | <b>168,796</b>                          | 220,088                             | 164,902                                 | 131,682         |
| <b>RECETTES FISCALES</b>                                  |   |                                     |   |                 |
| Impôt sur le revenu des particuliers                      | 108,379                                 | 107,873                             | 104,862                                 | 89,451          |
| Impôt des sociétés  | 40,640                                  | 29,020                              | 53,119                                  | 81,256          |
| Taxe sur le tabac   | 15,811                                  | 15,952                              | 15,826                                  | 15,683          |
| Taxe sur le carburant                                     | 18,817                                  | 18,658                              | 18,890                                  | 18,514          |
| Impôt territorial sur le salaire                          | 42,743                                  | 41,987                              | 45,206                                  | 41,245          |
| Impôt foncier et taxes scolaires                          | 28,797                                  | 28,780                              | 27,885                                  | 27,866          |
| Taxe sur les primes d'assurance de base                   | 4,600                                   | 4,500                               | 4,500                                   | 4,329           |
| Taxe sur les primes d'assurance incendie                  | 480                                     | 460                                 | 460                                     | 316             |
|   | <b>260,267</b>                          | 247,230                             | 270,748                                 | 278,660         |
| <b>Recettes provenant de ressources non renouvelables</b> |   |                                     |   |                 |
| Redevances - Minéraux, pétrole et gaz                     | 78,940                                  | 78,903                              | 120,000                                 | -               |
| Permis, location et autres droits                         | 2,283                                   | 1,385                               | 1,730                                   | -               |
| Droits d'exploitation de carrière                         | -                                       | -                                   | -                                       | 58              |
|   | <b>81,223</b>                           | 80,288                              | 121,730                                 | 58              |
| <b>RECETTES GÉNÉRALES</b>                                 |   |                                     |   |                 |
| Recettes nettes des fonds renouvelables                   | 26,936                                  | 24,720                              | 25,372                                  | 24,124          |
| Recettes provenant de la réglementation                   | 21,816                                  | 21,427                              | 21,316                                  | 22,255          |
| Revenus de placements                                     | 1,140                                   | 1,130                               | 1,130                                   | 11,577          |
| Bail  | 5,203                                   | 5,368                               | 5,368                                   | 4,766           |
| Programme   | 24,381                                  | 24,325                              | 21,790                                  | 28,893          |
| Subventions en nature                                     | 593                                     | 593                                 | 593                                     | 593             |
| Services et autres  | 684                                     | 707                                 | 712                                     | 772             |
| Recouvrement de dépenses d'exercices antérieurs           | 3,000                                   | 3,000                               | 3,000                                   | 7,155           |
|   | <b>83,753</b>                           | 81,270                              | 79,281                                  | 100,135         |
| <b>RECETTES TOTALES</b>                                   | <b>1,826,794</b>                        | 1,837,716                           | 1,845,501                               | 1,631,779       |

## Résumé des dépenses de fonctionnement, par ministère

|   | (en milliers de dollars)                |                                     |   |                 |
|---|---|-------------------------------------|---|-----------------|
|   | Budget principal des dépenses 2015-2016 | Budget de dépenses révisé 2014-2015 | Budget principal des dépenses 2014-2015 | Réels 2013-2014 |
| Assemblée législative                                   | 21,175                                  | 19,013                              | 18,989                                  | 18,656          |
| Affaires autochtones et relations intergouvernementales | 9,340                                   | 9,236                               | 9,230                                   | 8,192           |
| Éducation, Culture et Formation                         | 309,786                                 | 305,842                             | 305,599                                 | 294,837         |
| Environnement et Ressources naturelles                  | 85,981                                  | 133,823                             | 86,093                                  | 81,549          |
| Exécutif  | 11,335                                  | 22,135                              | 11,178                                  | 23,825          |
| Finances  | 211,262                                 | 230,499                             | 210,630                                 | 175,251         |
| Santé et Services sociaux                               | 406,886                                 | 392,509                             | 391,929                                 | 390,978         |
| Ressources humaines                                     | 24,324                                  | 23,766                              | 23,636                                  | 19,474          |
| Industrie, Tourisme et Investissement                   | 65,677                                  | 62,585                              | 62,215                                  | 44,515          |
| Justice   | 128,797                                 | 125,606                             | 124,955                                 | 118,676         |
| Administration des terres                               | 29,268                                  | 28,084                              | 26,830                                  | -               |
| Affaires municipales et communautaires                  | 103,477                                 | 99,829                              | 99,801                                  | 98,294          |
| Travaux publics et Services                             | 120,750                                 | 119,153                             | 115,676                                 | 111,671         |
| Transports  | 119,462                                 | 122,151                             | 126,161                                 | 120,121         |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>             | <b>1,647,520</b>                        | 1,694,231                           | 1,612,922                               | 1,506,039       |

## Résumé des investissements dans les infrastructures, par ministère

|  | (en milliers de dollars)                |  |   |                    |
|--|---|--|---|--------------------|
|  | Budget des immobilisations<br>2015-2016 | Budget de dépenses révisé<br>2014-2015 | Budget des immobilisations<br>2014-2015 | Réels<br>2013-2014 |
| <b>Immobilisations corporelles</b>         |   |  |   |                    |
| Assemblée législative                      | 150                                     | 657                                    | 329                                     | 46                 |
| Éducation, Culture et Formation            | 5,796                                   | 5,782                                  | 2,479                                   | 7,416              |
| Environnement et Ressources naturelles     | 11,343                                  | 3,079                                  | 2,235                                   | 1,972              |
| Finances                                   | 210                                     | 1,031                                  | 450                                     | 19                 |
| Santé et Services sociaux                  | 83,606                                  | 88,599                                 | 60,488                                  | 37,121             |
| Ressources humaines                        | 440                                     | 441                                    | 441                                     | 393                |
| Industrie, Tourisme et Investissement      | 2,575                                   | 4,865                                  | 2,640                                   | 1,594              |
| Justice                                    | 17,166                                  | 4,839                                  | 4,088                                   | 508                |
| Travaux publics et Services                | 12,525                                  | 29,720                                 | 26,505                                  | 23,161             |
| Transports                                 | 111,489                                 | 146,372                                | 90,400                                  | 120,942            |
|  | <b>245,300</b>                          | <b>285,385</b>                         | <b>190,055</b>                          | <b>193,172</b>     |
| <b>Contributions à l'infrastructure</b>    |   |  |   |                    |
| Affaires municipales et communautaires     | 28,002                                  | 32,376                                 | 28,002                                  | 29,529             |
| Éducation, Culture et Formation            | 461                                     | 1,530                                  | 1,261                                   | 1,915              |
|  | <b>28,463</b>                           | <b>33,906</b>                          | <b>29,263</b>                           | <b>31,444</b>      |
| <b>Entretien différé</b>                   |   |  |   |                    |
| Éducation, Culture et Formation            | 300                                     | -                                      | -                                       | -                  |
| Santé et Services sociaux                  | 789                                     | 1,400                                  | 1,400                                   | -                  |
| Justice                                    | 620                                     | -                                      | -                                       | -                  |
| Travaux publics et Services                | 2,000                                   | 2,000                                  | 2,000                                   | -                  |
| Transports                                 | 440                                     | -                                      | -                                       | -                  |
|  | <b>4,149</b>                            | <b>3,400</b>                           | <b>3,400</b>                            | <b>-</b>           |
| <b>Total du budget des immobilisations</b> | <b>277,912</b>                          | <b>322,691</b>                         | <b>222,718</b>                          | <b>224,616</b>     |

## Résumé de la dette nette totale et capacité d'emprunt estimée

(en milliers de dollars)

|   | Budget<br>principal des<br>dépenses<br>2015-2016 | Budget de<br>dépenses<br>révisé<br>2014-2015 | Budget<br>principal des<br>dépenses<br>2014-2015 | Réels<br>2013-2014 |
|---|--|--|--|--------------------|
| <b>DETTE À COURT TERME</b>  |  |  |  |                    |
| Emprunts à court terme du GTNO  | 272,000  | 287,000                                      | 235,509  | 158,298            |
| Découvert bancaire du GTNO  | -  | -  | -  | -                  |
| Société d'hydro des TNO   | 31,000   | 24,000                                       | 5,000  | 16,362             |
|   | <b>303,000</b>                                   | <b>311,000</b>                               | <b>240,509</b>                                   | <b>174,660</b>     |
| <b>DETTE À LONG TERME DU GTNO</b>   |  |  |  |                    |
| Pont de Deh Cho - obligations à rendement réel                              | 180,023  | 179,280                                      | 179,241  | 179,264            |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                             | 668  | 737  | 737  | 802                |
| <b>DETTE DES ORGANISMES PUBLICS</b>   |  |  |  |                    |
| Société d'hydro des TNO   | 183,735  | 186,305                                      | 186,306  | 188,748            |
| Société d'habitation des TNO  | 10,045   | 10,862                                       | 10,862   | 11,633             |
| Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife | 1,599  | 2,302  | 2,313  | 2,965              |
|   | <b>679,070</b>                                   | <b>690,486</b>                               | <b>619,968</b>                                   | <b>558,072</b>     |
| <b>OBLIGATIONS LIÉES À DES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION</b>             |  |  |  |                    |
| GTNO  | 1,298  | 1,637  | 1,637  | 1,960              |
| Société d'habitation des TNO  | 52   | 282  | 602  | 1,216              |
| Autres organismes publics   | -  | -  | -  | -                  |
| Société d'hydro des TNO   | 19,719   | 20,600                                       | 18,821   | 21,464             |
| <b>GARANTIES DE PRÊT</b>  |  |  |  |                    |
| GTNO  | -  | -  | -  | -                  |
| Société d'investissement et de développement des TNO                        | -  | -  | -  | -                  |
| Autres organismes publics   | 250  | 250  | -  | 250                |
| Société d'habitation des TNO  | 21,881   | 23,997                                       | 24,734   | 25,619             |
| <b>TOTAL DE L'EMPRUNT BRUT SELON LES NORMES VISANT L'EMPRUNT</b>            | <b>722,270</b>                                   | <b>737,252</b>                               | <b>665,762</b>                                   | <b>608,581</b>     |
| <b>MOINS :</b>  |  |  |  |                    |
| <b>FONDS D'AMORTISSEMENT VISÉS PAR UNE AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE</b>    |  |  |  |                    |
| Société d'énergie des TNO   | (8,117)  | (7,207)                                      | (7,419)  | (6,513)            |
| <b>EMPRUNTS TERRITORIAUX</b>  | <b>714,153</b>                                   | <b>730,045</b>                               | <b>658,343</b>                                   | <b>602,068</b>     |
| <b>PLAFOND D'EMPRUNT TERRITORIAL</b>  | <b>800,000</b>                                   | <b>800,000</b>                               | <b>800,000</b>                                   | <b>800,000</b>     |
| <b>POUVOIR D'EMPRUNT DISPONIBLE AUX FINS DE PLANIFICATION BUDGÉTAIRE</b>    | <b>85,847</b>                                    | <b>69,955</b>                                | <b>141,657</b>                                   | <b>197,932</b>     |

TAUX DE TAXES ET D'IMPOSITION PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX AU 21<sup>ER</sup> JANVIER 2015

|                                 | Taux PIT maximal combiné <sup>(a)</sup><br>(%) | Taxe de vente au détail<br>(%) | Taxe sur les carburants <sup>(b)</sup> |                         | Taxe sur le tabac <sup>(c)</sup><br>(\$ par carton) | Charges sociales <sup>(d)</sup><br>(%) | Impôt des sociétés |                | Impôt sur le capital des institutions financières<br>(%) |
|---------------------------------|--|--------------------------------|--|-------------------------|---|--|--------------------|----------------|--|
|                                 |  |                                | Essence<br>(¢ par litre)               | Diesel<br>(¢ par litre) |   |  | Petites<br>(%)     | Grandes<br>(%) |  |
| Territoires du Nord-Ouest       | 43.05  | 0.00                           | 10.70                                  | 9.10                    | 57.20   | 2.00                                   | 4.00               | 11.50          | -  |
| Nunavut                         | 40.50  | 0.00                           | 6.40                                   | 9.10                    | 50.00   | 2.00                                   | 4.00               | 12.00          | -  |
| Yukon                           | 42.40  | 0.00                           | 6.20                                   | 7.20                    | 42.00   | 0.00                                   | 3.00               | 15.00          | -  |
| Colombie-Britannique            | 45.80  | 7.00                           | 21.17                                  | 22.67                   | 47.80   | 0.00                                   | 2.50               | 11.00          | -  |
| Alberta                         | 39.00  | 0.00                           | 9.00                                   | 9.00                    | 40.00   | 0.00                                   | 3.00               | 10.00          | -  |
| Saskatchewan                    | 44.00  | 5.00                           | 15.00                                  | 15.00                   | 50.00   | 0.00                                   | 2.00               | 12.00          | 3.25   |
| Manitoba                        | 46.40  | 8.00                           | 14.00                                  | 14.00                   | 58.00   | 2.15                                   | 0.00               | 12.00          | 3.00   |
| Ontario                         | 49.53  | 8.00                           | 14.70                                  | 14.30                   | 27.95   | 1.95                                   | 4.50               | 11.50          | -  |
| Québec                          | 49.97  | 9.98                           | 19.20                                  | 20.20                   | 29.80   | 4.26                                   | 8.00               | 11.90          | -  |
| Nouveau-Brunswick               | 46.84  | 8.00                           | 13.60                                  | 19.20                   | 38.00   | 0.00                                   | 4.50               | 12.00          | 4.00   |
| Nouvelle-Écosse                 | 50.00  | 10.00                          | 15.50                                  | 15.40                   | 47.04   | 0.00                                   | 3.00               | 16.00          | 4.00   |
| Île-du-Prince-Édouard           | 47.37  | 9.00                           | 13.10                                  | 20.20                   | 45.00   | 0.00                                   | 4.50               | 16.00          | 5.00   |
| Terre-Neuve-et-Labrador         | 42.30  | 8.00                           | 16.50                                  | 16.50                   | 47.00   | 2.00                                   | 3.00               | 14.00          | 4.00   |
| Moyenne pondérée <sup>(e)</sup> | 47.45  | 7.3                            | 15.90                                  | 16.32                   | 35.29   | 1.85                                   | 4.6                | 11.6           | 0.5  |

## Notes :

(a) Plus hauts taux d'imposition du revenu et de la surtaxe des particuliers fédéral-provincial-territorial combinés, en vigueur pour l'année d'imposition 2015.

(b) Le taux de taxe sur l'essence aux fins non routières est de 6,4 cents le litre aux TNO. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur le carburant comprennent une taxe sur les émissions carboniques et sont en vigueur dans les régions situées à l'extérieur de Victoria et du Lower Mainland. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur les émissions carboniques sont uniformes à l'échelle de la province; toutefois, les taux de taxe sur le carburant sont différents d'une région à l'autre. Les taux de taxe sur l'essence varient également d'une région à l'autre au Québec.

(c) La Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, Terre-neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et la Saskatchewan appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac.

(d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent de l'impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises, ou les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.

(e) La moyenne est pondérée selon les populations provinciales ou territoriales au 1<sup>er</sup> juillet 2014.